



Nos
rêves
comptent
aussi

**Les droits, la vie et
l'éducation des enfants
des Premières nations**

Un rapport parallèle de la campagne
Rêve de Shannen au Comité sur
les droits de l'enfant des Nations unies
à l'occasion des 3^e et 4^e examens
périodiques de l'état de la situation
au Canada



*Notre fille Shannen,
Tu étais un modèle inspirant
et tu as travaillé très fort pour l'égalité.
Ton héritage survivra.*

*Hi-Ho mistahey!
Tu nous manques beaucoup.*

— Maman, papa, tes frères et sœurs



À la mémoire de Shannen Koostachin,
fondatrice de Rêve de Shannen.



« Il est inacceptable qu'au Canada des enfants autochtones ne puissent pas fréquenter une école sécuritaire et saine. Il est inacceptable que l'éducation des Premières nations du Canada soit assujettie à des lois et des politiques vétustes et à des programmes de financement qui ne tiennent pas compte de normes minimales. Le temps est venu pour la justice et l'équité. Shannen Koostachin s'est battue pour la justice, pour que les jeunes dans son sillon aient droit à une éducation de qualité dans sa communauté, comme tous les jeunes d'un peu partout au Canada. Le temps est venu pour la justice et l'équité. C'est le moment de réaliser le rêve de Shannen. »

— Shawn Atleo, chef national, Assemblée des premières nations

Nos rêves comptent aussi : Les droits, la vie et l'éducation des enfants des Premières nations

Un rapport parallèle de la campagne Rêve de Shannen au
Comité sur les droits de l'enfant des Nations unies à l'occasion des
3^e et 4^e examens périodiques de l'état de la situation au Canada



L'intervenant provincial
en faveur des enfants et des jeunes

The Office of the Provincial Advocate for
Children and Youth. Copyright 2011

Table des matières

8 Avant-propos

Section I :

Nous sommes des enfants et des jeunes des Premières nations

11 Lettre des jeunes membres de l'équipe du Rêve au Comité sur les droits de l'enfant des Nations Unies

13 Lettre de Shannen Koostachin et de ses amis au CDENU

Section II :

Lettres d'enfants et de jeunes expliquant comment l'iniquité en éducation les touche

19 Lettres d'enfants et de jeunes

Section III :

Les répercussions de l'iniquité sur les enfants et les jeunes des Premières nations

73 Appui de la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations et du Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes de l'Ontario

Section IV :

Conclusion et recommandations des jeunes des Premières nations

81 Recommandations

83 Remerciements



Avant-propos

La Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes de l'Ontario ont l'honneur de travailler avec des enfants autochtones et non autochtones afin de soumettre ce rapport parallèle sur l'éducation des Premières nations dans les réserves au Canada au Comité sur les droits de l'enfant des Nations unies (CDENU) à l'occasion des 3^e et 4^e examens périodiques sur l'état de la situation au Canada. De nombreux rapports d'experts, y compris celui du vérificateur général du Canada, ont indiqué que le niveau de financement accordé par le gouvernement canadien aux écoles autochtones et à l'éducation sur les réserves est inférieur à celui accordé par les provinces et les territoires aux élèves relevant de leur compétence. Cette iniquité de longue date signifie que de nombreux enfants autochtones n'ont pas accès à une éducation fondée sur leur culture dans une école convenable. Nous unissons notre voix à celles des enfants autochtones pour demander pourquoi le Canada n'a pas pris les moyens nécessaires pour éliminer les iniquités sur le plan de l'éducation et d'autres services sur les réserves, comme l'aide à l'enfance, étant donné qu'il n'y a pas de véritables obstacles l'empêchant de respecter pleinement et de mettre en œuvre les dispositions de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant dans un pays riche comme le Canada.

Les enfants et les jeunes ont dédié ce rapport à Shannen Koostachin de la Première nation Attawapiskat, instigatrice de la campagne Rêve de Shannen pour des écoles « sécuritaires et douillettes et une éducation équitable fondée sur la culture » pour les enfants et les jeunes vivant sur les réserves au Canada. Shannen était une jeune leader autochtone qui avait fréquenté une école installée dans des roulottes délabrées

adjacentes à un site contaminé par une fuite de plus de 50 000 litres de diesel. Elle savait que le gouvernement canadien accorde 2 000 à 3 000 dollars de moins par élève par année aux enfants autochtones que les provinces et les territoires accordent à l'éducation de leurs enfants non autochtones. Ce manque à gagner signifie que les enfants autochtones ont moins d'enseignants, de ressources éducatives et pédagogiques et de possibilités d'emploi. Trois ministres des Affaires indiennes (représentant le Canada) ont promis une nouvelle école aux enfants d'Attawapiskat, mais cela ne s'est jamais fait. Shannen a vu des élèves de sa communauté perdre espoir et abandonner l'école dès la cinquième année, leurs conditions d'apprentissage étant tellement médiocres. Les roulottes de l'école étaient tellement délabrées que le chauffage s'éteignait souvent dans les classes. Le froid y était tel que les enfants devaient porter des mitaines pour tenir un crayon.

Shannen croyait que « l'école était un moment pour rêver et que tous les enfants en avaient le droit », alors elle s'est adressée aux enfants non autochtones du Canada pour qu'ils écrivent au gouvernement du Canada et lui demandent des écoles convenables et une éducation équitable sur les réserves. Des milliers d'élèves ont répondu à son appel. Shannen estimait que le Canada a l'obligation de fournir une éducation équitable aux enfants des Premières nations et c'est pour cette raison qu'avec trois autres jeunes autochtones en 2008, elle a écrit une lettre au ministre de Patrimoine Canada, avec copie conforme au Comité sur les droits de l'enfant des Nations Unies, expliquant qu'elle entendait participer avec d'autres enfants autochtones aux 3^e et 4^e examens périodiques sur le Canada. Ses efforts lui ont valu d'être mise en nomination en 2008 pour le prix international de la paix remis à un enfant. Malheureusement, Shannen est décédée des suites d'un tragique accident d'automobile survenu en juin 2010. Mais son rêve lui survit dans une campagne nommée en son honneur. La campagne Rêve de Shannen est un partenariat formé d'enfants autochtones et non autochtones et d'adultes concernés dont le but est de s'assurer que le gouvernement du Canada fournit à tous les enfants autochtones vivant sur des réserves « des écoles sécuritaires et douillettes et une éducation équitable fondée sur la culture. » Le Rêve de Shannen est fort maintenant de l'appui de plus de 4 500 enfants, adultes et organismes, et ce nombre croît sans cesse.

Par ce document, les enfants et les jeunes autochtones concrétisent le rêve de Shannen de soumettre au Comité des Nations Unies un rapport parallèle dans l'espoir que le comité ordonne un examen en vertu de l'article 45 de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE) et de l'application de la CIDE par le Canada aux enfants et aux jeunes des Premières nations et du reste du Canada. L'examen devrait se pencher sur toutes les iniquités au chapitre de la prestation des services gouvernementaux étant donné que les problèmes rencontrés en éducation se manifestent également dans les services de protection de l'enfance et les services de santé sur les réserves.

Ce rapport est divisé en quatre sections. La première est constituée d'une lettre de présentation rédigée par des élèves autochtones qui soulève la question du financement inéquitable de l'éducation et des écoles autochtones sur les réserves en Ontario et dans le reste du Canada. Cette section comprend aussi la lettre originale adressée au Comité des Nations Unies en 2008 rédigée par la défunte Shannen Koostachin et d'autres jeunes de la Première nation Attawapiskat, lettre qui a inspiré la campagne Rêve de Shannen pour obtenir sur les réserves « des écoles sécuritaires et douillettes, et une éducation équitable fondée sur la culture. »

La deuxième section du rapport est composée de trente-huit lettres écrites par des jeunes. Elles témoignent de leurs préoccupations et de leur appui à des mesures visant à améliorer les milieux déplorables dans lesquels doivent apprendre les jeunes sur les réserves et réclament la fin de la violation des droits des enfants et des jeunes autochtones. Les lettres décrivent la pénurie d'écoles dans certaines communautés, le mauvais état et les problèmes de sécurité dans certaines écoles, l'exposition au froid et aux conditions climatiques extrêmes et le manque de fournitures scolaires essentielles pour assurer aux élèves une bonne éducation.

La troisième section du rapport présente les réflexions, commentaires et observations de Cindy Blackstock, directrice générale de la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations et d'Irwin Elman, Intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes de l'Ontario. Ils se joignent aux enfants et aux jeunes pour appuyer leur soumission. Cette section présente aussi des renseignements additionnels sur l'ampleur des

iniquités et sur leurs conséquences pour la vie des enfants et des jeunes autochtones vivant sur les réserves.

Dans la quatrième section, on retrouve une liste de recommandations formulées à partir du contenu des lettres écrites par les enfants et les jeunes. Ces recommandations visent à s'attaquer aux problèmes perçus par les jeunes en ce qui a trait à l'éducation des enfants des Premières nations.

La force de ce rapport parallèle réside dans la voix de ces enfants et de ces jeunes qui veulent savoir en propre pourquoi le gouvernement du Canada traite avec iniquité les enfants autochtones. Les enfants ont écrit ces lettres dans l'espoir que les adultes du Canada et de la communauté internationale les écoutent et prennent les mesures nécessaires pour mettre fin à cette discrimination de longue date. Enfin, les enfants veulent un examen en vertu de l'article 45 afin que le Comité des Nations Unies puisse constater de première main les iniquités décrites dans leurs lettres. Même si ces récits sont éclairants, il faut se rappeler qu'il existe beaucoup d'autres histoires d'enfants décrivant les effets dévastateurs de la discrimination institutionnelle et gouvernementale sur l'éducation et les autres services à l'enfance sur les réserves, des récits qui demeurent dans l'ombre.

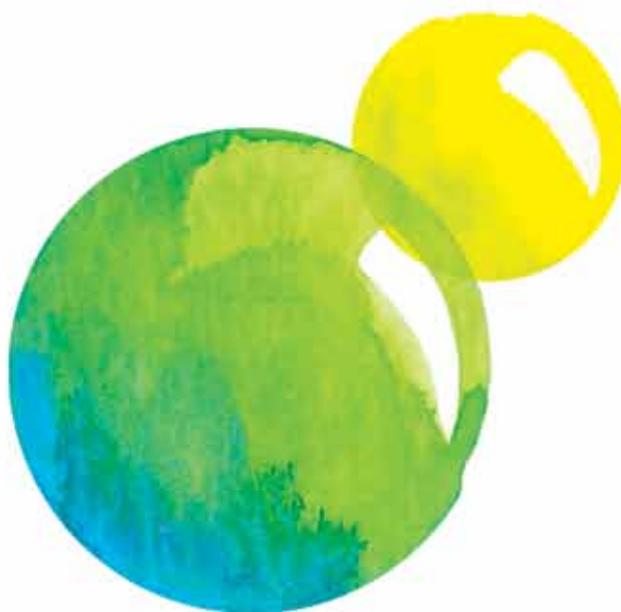
La Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations et le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes de l'Ontario sont déterminés à porter et faire entendre la voix des enfants qui soulèvent des problèmes importants pour eux et cherchent des solutions. En soumettant ce rapport parallèle, le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes de l'Ontario se joint aux enfants, aux jeunes et à la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations pour demander qu'un Rapporteur spécial des Nations Unies entreprenne l'examen en vertu de l'article 45 et les iniquités dont sont victimes les enfants autochtones en Ontario et dans le reste du Canada.

Signataires :

*Membres de l'équipe du Rêve de Shannen
Signataires originaux de la lettre de Shannen
Cindy Blackstock, Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations
Irwin Elman, Intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes de l'Ontario*

Section I

**Nous sommes
des enfants et des jeunes
des Premières nations**





Lettre des jeunes membres de l'équipe du Rêve au Comité sur les droits de l'enfant des Nations Unies

À la mémoire de Shannen Koostachin, âgée de quinze ans, nous, les membres de l'équipe du Rêve de Shannen, et d'autres enfants et jeunes autochtones de toutes les régions du Canada, remettons ces lettres au Comité sur les droits de l'enfant des Nations Unies dans l'espoir d'obtenir votre aide. Nous aimerions que vous demandiez au gouvernement du Canada pour quelle raison il n'exige pas la présence d'écoles dans bon nombre de nos communautés et pour quelle raison un si grand nombre de nos écoles sont aussi délabrées. Nous voulons savoir pourquoi le niveau de financement que nous recevons pour l'éducation dans notre communauté est moins élevé que dans des communautés ailleurs en Ontario et au Canada. Nous voulons aussi savoir pourquoi il faut tant lutter pour obtenir ce que nos pairs ailleurs au Canada tiennent pour acquis.

En 2008, quatre élèves de la Première nation Attawapiskat du Nord de l'Ontario, Shannen Koostachin, Chris Kataquapit, Solomon Rae et Jonah Sutherland, ont écrit au Comité des Nations Unies au nom des élèves de la Première Nation Attawapiskat pour vous dire que beaucoup d'enfants et de jeunes autochtones souffraient à cause du mauvais état de leurs écoles et du manque de financement pour les programmes d'éducation et les ressources pédagogiques. Cette situation a pour effet que notre droit à une éducation convenable est pratiquement impossible à faire respecter dans beaucoup de communautés.

Les enfants d'Attawapiskat qui fréquentent l'école sont encore entassés dans des roulottes sans chauffage, délabrées, envahies de vermine et à quelques mètres seulement du terrain contaminé où se trouvait l'ancienne école. L'ancienne école était située sur un terrain contaminé par une fuite de plus de 50 000 litres de diesel. Même si le gouvernement du Canada était au courant de la fuite depuis des années, aucune mesure n'a

été prise pour protéger la santé des enfants et des jeunes de notre communauté. Des élèves, tout comme des enseignants, tombaient malades à cause de la fuite, mais le gouvernement niait le problème. Éventuellement, on a fermé l'école et elle a été remplacée comme solution temporaire par des roulottes.

Depuis 2000, trois différents ministres des Affaires indiennes et du Nord, Robert Nault, Andy Scott et Chuck Strahl, ont rendu visite à Attawapiskat et ont promis qu'une nouvelle école serait construite. Pourtant, les roulottes sont toujours en place et leur état continue de se détériorer pendant que les enfants attendent. Nous savons qu'il y a cinquante communautés autochtones qui ont besoin d'écoles et que certaines écoles sur les réserves sont infestées de serpents, de souris et contaminées par des moisissures. Comment apprendre dans de telles conditions? Les jeunes d'Attawapiskat ne veulent pas de traitement de faveur et ne souhaitent pas être traités différemment des autres jeunes au Canada. Ils demandent tout simplement qu'on leur accorde le même niveau de ressources qu'on accorde aux élèves à l'extérieur des réserves. Ils veulent simplement que le gouvernement canadien tienne parole et protège leurs droits. C'est le message tout simple du Rêve de Shannen, de la campagne de lettres et des efforts d'élèves. C'est ce qui forme la base de ce rapport parallèle soumis au Comité. Shannen voulait tout simplement que le gouvernement du Canada tienne ses promesses faites aux enfants et aux jeunes autochtones et se rappelle que l'éducation est un droit pour tous les enfants et les jeunes au Canada. Elle voulait que les chefs de gouvernement comprennent que c'est difficile pour les jeunes d'apprendre dans des locaux froids, insalubres, mal équipés, dangereux, en mauvais état; une expérience que vivent régulièrement les jeunes Autochtones dans les réserves au Canada. Un adulte pourrait-il s'imaginer devoir se rendre au travail tous les jours, année après année, dans de telles conditions?

Shannen tenait à ce que vous sachiez qu'au Canada des enfants autochtones rêvent de devenir médecins, enseignants, danseurs traditionnels, ingénieurs, cuisiniers, producteurs, etc. Nous voulons réussir dans la vie et contribuer au renforcement de nos communautés. Elle voulait aussi vous dire que le gouvernement du Canada fournit moins de financement aux écoles élémentaires et secondaires des réserves qu'aux écoles hors réserves. Cela étant, il est très difficile

de réaliser nos rêves. Shannen se préparait à remettre au Comité un rapport complet sur les conséquences de ces différences de financement, mais, malheureusement, elle est décédée dans un accident d'automobile au printemps dernier.

Nous sommes nombreux à perdre espoir parce que nous ne pouvons pas avoir d'éducation convenable. Trois élèves autochtones sur quatre abandonnent l'école faute d'espoir. « L'école, c'est un moment pour rêver », disait Shannen. « Les enfants le méritent tous. » Il y a beaucoup de jeunes, comme nous, qui continuent de résister pour s'assurer que le rêve de Shannen d'avoir des écoles sécuritaires et douillettes, reflétant la culture de notre peuple et fournissant le même niveau d'éducation aux élèves autochtones qu'aux élèves non autochtones devienne réalité.

Nous continuons de travailler en collaboration avec des personnes et des organismes de tout le pays pour garder bien vivants le rêve et la mémoire de Shannen. La campagne Rêve de Shannen, ce sont des jeunes et des adultes qui surveillent le gouvernement canadien afin qu'il finance équitablement les écoles sur les réserves pour que les jeunes autochtones apprennent leur langue et découvrent leur culture dans des écoles convenables (pas dans des édifices pollués, des tentes ou des roulottes dangereuses et infestées de vermine). Les lettres en annexe proviennent d'élèves autochtones d'âges variées. Elles racontent leurs histoires et expliquent au Comité pour quelles raisons l'éducation est importante pour nous. Nous croyons tous que vous pouvez changer des choses et nous vous demandons de l'aide.

Nous avons appris de nos alliés et des adultes qui nous soutiennent que vous pouvez ordonner un examen en vertu de l'article 45 de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Nous espérons que lorsque cet examen sera entrepris, le Rapporteur spécial des Nations Unies se rendra à Attawapiskat et dans d'autres communautés autochtones au Canada pour constater de visu les conditions inférieures aux normes de nos écoles et de notre éducation. Nous savons qu'en vertu de la loi, les mêmes normes d'éducation doivent

s'appliquer dans les écoles sur les réserves et les écoles hors réserve. Nous sommes aussi conscients qu'aucune communauté hors réserve ne tolérerait les conditions déplorables dans lesquelles nous recevons notre éducation. Nous voulons que vous demandiez au gouvernement du Canada pour quelles raisons les normes s'appliquant aux écoles et à l'éducation des enfants autochtones sur les réserves sont si différentes de celles s'appliquant aux élèves hors réserve.

Dans leur lettre originale adressée au Comité des Nations Unies en 2008, Shannen, Chris, Solomon et Jonah réitéraient la position de la Fédération des enseignantes et enseignants du secondaire de l'Ontario qui considère qu'il y a deux catégories d'éducation au Canada et qu'il existe un système d'apartheid en éducation pour les enfants des Premières nations. Nous voulons en connaître la raison.

En tant qu'enfants et jeunes, nous continuons d'écrire des lettres au gouvernement, mais rien ne change. La discrimination et le refus de nous accorder nos droits demeurent. Nous avons besoin de votre aide. S'il vous plaît, lisez nos lettres. S'il vous plaît, venez nous voir! Au secours! Donnez suite au rêve de Shannen, qui n'a pas vu la construction de l'école promise. C'est à sa mémoire que nous gardons son rêve vivant et que nous transmettons son message. S'il vous plaît, joignez-vous à nous et demandez au gouvernement du Canada de respecter ses engagements envers les enfants et les jeunes autochtones pour s'assurer qu'ils ont accès aux mêmes possibilités d'éducation que tous les jeunes au Canada. C'est notre droit.

Signataires,

Les membres de l'équipe du Rêve.

River Tenasco

Daisey Brascoupe

Shawnesia Ottawa

Chelsea Edwards

Shauna Jerome

Des enfants et des jeunes autochtones du Canada.



ATTAWAPISKAT FIRST NATION EDUCATION AUTHORITY

Attawapiskat, Ontario P0L 1A0
Telephone (705) 997-2232
Fax (705) 997-2419

11 juillet 2008

Marie-Claude Côté-Villeneuve

Programme des droits de la personne

Patrimoine Canada

Code de destination : 15-11-C

Gatineau (Québec) K1A 0M5

Télécopieur (819) 994-5252

Courriel : marie-claude_cote@pch.gc.ca

Objet : Contribution des enfants d'Attawapiskat au rapport aux Nations Unies sur les droits de l'enfant

Madame Côté-Villeneuve,

Nous sommes des jeunes âgés de 13 ans de la Première nation crie d'Attawapiskat. Nous vivons sur des terres subarctiques isolées, situées sur la côte de la Baie James en Ontario. Notre langue maternelle est le cri. La route la plus près se trouve à 400 km de notre communauté. Nous vous écrivons pour demander que soit inclus dans le rapport du Canada au Comité sur les droits de l'enfant des Nations Unies (Comité) sur les mesures prises par le Canada pour se plier aux dispositions de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE) le fait que le gouvernement fédéral n'a pas respecté sa promesse répétée aux enfants d'Attawapiskat de remplacer leur école contaminée par une fuite de diesel par une école sécuritaire.

Nous avons l'intention de compléter cette lettre par un rapport parallèle que nous soumettrons au Comité. Il décrira la discrimination systémique et la négligence dont nous faisons l'objet aux mains du gouvernement fédéral par l'entremise du ministère des Affaires indiennes et du Nord. Nous allons travailler à la rédaction de ce rapport avec l'aide de partenaires oeuvrant dans les domaines de l'éducation et des droits de l'enfant à l'échelle provinciale et nationale.

Ces alliés comprennent, mais ne se limitent pas à l'Autorité scolaire d'Attawapiskat, au conseil de la tribu de Mushkegowuk, à l'Association des

commissions scolaires publiques de l'Ontario, à (des membres de) l'Association des commissions scolaires catholiques de l'Ontario, à l'Ontario English Catholic Teachers Association (OECTA), à la Fédération des enseignantes et des enseignants du secondaire en Ontario, à la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, à divers ONG, et à des étudiants, des directeurs et des enseignants de nombreuses écoles au pays qui se sont joints à notre lutte pour que les enfants de notre communauté aient les mêmes droits en matière d'éducation et de financement que ceux consentis en vertu des lois canadiennes, territoriales et provinciales aux enfants non autochtones du pays et garantis par la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE).

Ces diverses organisations comprennent pleinement leurs responsabilités juridiques de s'assurer que les gouvernements fournissent des ressources suffisantes en matière d'éducation au Canada. Elles travailleront avec nous à démontrer comment on nous a nié en tant qu'enfants autochtones des droits fondamentaux tenus pour acquis par n'importe quel autre élève au Canada. Parce que nous relevons directement de l'Ontario, nous allons établir des comparaisons directes avec les droits dont jouissent les élèves ontariens en vertu des lois sur l'éducation dans cette province.

Notre rapport parallèle examinera les obligations du Canada en vertu de la CIDE et comparera ces engagements aux nombreuses iniquités inutiles que subissent les enfants autochtones nés sur des réserves et attribuables aux politiques et décisions du gouvernement fédéral.

Ce rapport sera déposé ultérieurement. Pour le moment, nous tenions à vous remettre cette lettre d'introduction pour nous présenter et vous dire pourquoi nous vous soumettons notre demande.

Au Canada, on nous connaît comme les « enfants oubliés d'Attawapiskat. » Nous sommes une

génération d'enfants qui n'a jamais vu d'école véritable. Depuis près de 30 ans, le terrain où se trouve l'école élémentaire J.R.1 Nakogee et la bâtisse elle-même sont contaminés par la pire fuite de diesel jamais vue en Ontario. Cette fuite s'est produite quand le gouvernement fédéral administrait notre école. Lorsqu'elle fut découverte, quelque 50 000 litres de diesel s'étaient déjà échappés dans le sol sous la bâtisse et le terrain de jeux.

De 1979 à 1990, la fuite a continué étant donné que le gouvernement fédéral n'a rien fait pour la colmater. Des enfants tombaient malades. Les enseignants se plaignaient de maux de tête et certains quittaient leur fonction au cours de l'année scolaire. Beaucoup de démarches ont été faites pour que le ministère des Affaires indiennes et du Nord intervienne. On n'a pas mis d'argent de côté pour la décontamination même si des enfants aussi jeunes que 5 ans respiraient des matières cancérigènes à base de benzène tous les jours.

Nous étions très jeunes alors et nous ne comprenions pas ce qui se passait. Maintenant, nous savons. Nous savons que dans la province de l'Ontario, il existe des lois et des règlements très clairs pour protéger les enfants contre des menaces à leur santé. Les autorités scolaires provinciales ont l'obligation légale de déterminer les risques pour la santé et d'établir des échéanciers et des plans d'action pour s'attaquer aux risques potentiels pour la santé dans un environnement scolaire.

Et pourtant, aucune de ces mesures de protection n'a été appliquée à notre population scolaire. Le gouvernement fédéral était au courant des menaces à notre santé et malgré cela, les enfants et les enseignants ont été maintenus dans cet environnement toxique, et ce, en dépit de nombreux appels à l'aide de la communauté. Notre santé a été compromise parce que le gouvernement fédéral avait comme politique de dépenser le moins possible sur l'éducation des Premières nations.

En 2000, nos parents, complètement frustrés, ont retiré leurs enfants de l'école. On nous a installés dans des roulottes. À l'époque, nos parents croyaient que cette contamination massive, survenue alors que l'école relevait du gouvernement fédéral, allait être nettoyée et qu'on nous bâtirait une nouvelle école.

En 2000, le ministre des Affaires indiennes Robert Nault nous a promis qu'une nouvelle école sécuritaire serait construite. Rien n'a été fait. Cette

promesse a été réitérée en 2005 par le ministre des Affaires indiennes Andy Scott et encore une fois en 2007 par le personnel du ministre Jim Prentice.

Durant cette période, les aînés de notre communauté ont remis au ministère toutes les études qu'il réclamait. Nos autorités scolaires ont préparé des plans financiers, des plans pour l'école et des plans de fréquentation. Nos aînés ont travaillé en toute bonne foi, croyant que le gouvernement fédéral veillerait à ce qu'on nous donne enfin ce que tous les autres enfants en Ontario tiennent pour acquis... une école convenable. Pourtant, malgré ces années de promesse et de négociations avec le gouvernement fédéral, rien n'a été fait.

En 2001, l'Autorité scolaire a demandé qu'une évaluation complète des programmes scolaires soit faite. Le mandat a été confié à un groupe d'experts externes. Voici les conclusions du rapport (dont une copie fut remise au ministère) :

« Les roulottes sont acceptables en tant qu'édifices, mais elles sont complètement inacceptables comme endroit pour fournir un programme éducatif intégré et continu, axé sur la recherche, et centré sur les élèves... Ces compromis sur le plan de l'enseignement et de l'apprentissage nuisent énormément aux élèves et aux professeurs et ils sont tout à fait inacceptables, de nos jours, dans un milieu d'éducation [traduction]. »

Pendant ce temps, nous avons grandi dans des roulottes dont les portes-pare-feu n'ouvraient plus l'hiver (à cause des mouvements du sol) et les fenêtres ne fermaient pas. En janvier, certains matins, il fallait porter nos manteaux d'hiver dans la classe, tellement il faisait froid. Nous avons traversé l'élémentaire en présence d'enseignants frustrés par le manque de ressources. Nous avons grandi sans savoir à quoi ressemblait une vraie bibliothèque, un gymnase équipé, une salle d'ordinateur convenable ou une salle commune pour créer un vrai sentiment d'appartenance à l'école.

Le gouvernement fédéral refusait systématiquement de verser du financement pour nos élèves qui avaient des besoins spéciaux en dépit du fait que les enfants non autochtones ont droit à des services de soutien en vertu de la loi. Et pourtant, nous avons enduré tout cela parce que nous croyions que le gouvernement fédéral tiendrait parole. Nous croyions qu'un jour on bâtirait une nouvelle école.

En décembre 2007, Chuck Strahl, le nouveau ministre des Affaires indiennes, nous a brisé le cœur en annulant le projet d'école pour notre communauté. Il s'est simplement retiré après des années de négociations. Les ententes écrites, signées par le gouvernement fédéral quelques mois plus tôt, ont été ignorées.¹ Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait plus de projet de construction d'une école à Attawapiskat et qu'aucun calendrier de réalisation à cet égard ne serait fourni.

Quand nous avons appris que le gouvernement nous avait complètement laissé tomber et que notre école ne faisait plus partie de sa liste de priorités, nous avons décidé de continuer de nous battre pour notre école. Nous avons décidé de nous tourner vers les écoles non autochtones du Canada et de leur demander de nous aider à exercer des pressions sur le gouvernement. Nous avons lancé une campagne populaire sur YouTube et Facebook et une campagne de lettres. Plus de 100 écoles ont adhéré au mouvement. Plus de 65 000 personnes ont visionné nos vidéos sur YouTube. Nous avons reçu l'appui des plus importantes organisations d'éducation en Ontario et de beaucoup d'autres au Canada. Nous sommes très heureux de l'appui que nous avons reçu d'un si grand nombre d'élèves autochtones et non autochtones travaillant avec nous pour qu'une école soit bâtie dans notre communauté.

Notre combat a suscité de l'intérêt à l'échelle du pays. Un éditorial a été publié dans le Toronto Star (11 mars 2008) condamnant le manque d'intérêt du gouvernement fédéral à notre égard.

Depuis 8 ans, les enfants d'Attawapiskat vont à l'école dans des roulotte où ils sont entassés les uns sur les autres parce que l'école de la communauté a dû être fermée suivant une fuite de diesel et les risques pour la santé des enfants.

Dans la plupart des régions du Canada, des conditions aussi abominables auraient été vertement dénoncées par le public et le gouvernement aurait été forcé d'agir rapidement. Mais à Attawapiskat, une réserve autochtone isolée sur la baie James en Ontario, on dit aux enfants et à leurs parents qu'ils doivent attendre pour une école neuve. « Je ne peux tout simplement pas leur dire pour l'instant quand elle sera construite », dit le ministre des Affaires indiennes Chuck Strahl.

L'absence de sentiment d'urgence du ministre dans ce dossier est troublante. Un gouvernement qui a

les moyens d'accorder des allègements fiscaux, mais qui n'a pas d'argent pour rebâtir et réparer des écoles autochtones délabrées est un gouvernement dont les priorités sont au mauvais endroit.

Ce printemps, notre classe de huitième année a posé un geste sans précédent. Nous nous sommes rendus à Ottawa pour plaider personnellement avec le ministre Strahl et lui demander de respecter ses obligations et de nous bâtir une école. Il nous a répondu qu'il n'y avait pas d'argent. Il nous a dit qu'il avait d'autres priorités. Ces réponses ne nous ont pas vraiment satisfaits puisque le Canada a un surplus budgétaire récurrent de 20 milliards de dollars. Nous lui avons dit poliment que nous ne le croyions pas. Nous ne croyons pas qu'un pays aussi riche que le Canada n'a pas les moyens de bâtir une école pour des enfants qui ont fréquenté une école empoisonnée pendant 8 ans.

Nous avons appris, par la suite, que durant ces 8 années près de 579 millions de dollars avaient été pris à même le Fonds d'immobilisation et d'infrastructure du gouvernement fédéral servant à financer la construction d'écoles dans les communautés autochtones pour être affectés à d'autres fins, y compris des honoraires d'avocats et des frais de gestion.²

Imaginez toutes les écoles qu'on aurait pu construire avec cet argent! À coup sûr, aucune communauté non autochtone n'aurait à craindre qu'un projet de construction d'école soit annulé parce qu'on affecte l'argent ailleurs. Des politiques qui menacent un segment d'une population d'une façon si arbitraire sont en essence discriminatoires et injustifiables. Comme nous le démontrerons dans notre rapport parallèle, tous les enfants autochtones et non autochtones ont des droits transparents relatifs à la taille des classes, au ratio enseignant/élèves, aux projets d'immobilisation et au financement pour l'éducation spécialisée. Pourtant, notre communauté subit les aléas du ministère des Affaires indiennes.

L'iniquité est aggravée par le fait que le gouvernement fédéral oblige nos autorités scolaires à respecter les exigences du programme d'éducation provincial sans s'engager à verser des montants comparables à ce que reçoivent les écoles relevant de la Province. Cette mesure discriminatoire ne fait pas partie de la Loi sur les indiens. Elle ne fait pas partie d'un traité. Il s'agit simplement d'une politique arbitraire du ministère qui prive des

enfants comme nous de ressources adéquates et de protection.

La Fédération des enseignantes et des enseignants du secondaire de l'Ontario est un des organismes qui s'est élevé avec véhémence contre la discrimination dont nous sommes victimes à Attawapiskat. Dans un bulletin paru en avril 2008 et envoyé à tous les enseignants du secondaire de la province, la Fédération demandait aux enseignants d'adhérer à notre campagne pour une école à Attawapiskat. L'article, dont le titre était « L'éducation — un droit pas un privilège, à moins que vous ne soyez un enfant autochtone » affirmait qu'il existait « deux catégories d'éducation au Canada et qu'il existait un véritable système d'apartheid en éducation au Canada. »

Comme vous le savez très bien, le terme apartheid décrit une discrimination intentionnelle et systémique fondée sur la race. L'expression « apartheid en éducation » a été utilisée dans un éditorial du Timmins Daily Press (26 janvier 2008) pour décrire notre situation.

« Apartheid n'est pas un mot employé à la légère. Ainsi, quand on l'utilise au Canada, des sourcils se froncent et des questions se posent pour savoir pourquoi un terme à connotation aussi négative est utilisé dans un pays qui se vante de son caractère multiculturel.

Cela fait huit ans que des élèves de la communauté nordique d'Attawapiskat fréquentent l'école dans des roulottes, depuis que l'école élémentaire J.R. Nakogee a dû être fermée parce que des vapeurs de diesel s'échappaient du terrain où était construite l'école, rendant les élèves malades.

Année après année depuis la fermeture de l'école, le gouvernement fédéral ne fournit pas les fonds nécessaires pour construire une école neuve. Ainsi, des centaines d'élèves vont à l'école dans des bâtiments complètement délabrés, froids et traversés par des courants d'air. Les Canadiens et Canadiennes devraient rougir de honte des conditions sociales imposées aux communautés des Premières nations. Les élèves d'Attawapiskat méritent mieux. Ils sont séparés et continuent d'être inégaux.

Le temps est venu de faire tomber les murs de l'apartheid en éducation et de traiter ces élèves en égaux [traduction]. »

Cette discrimination systémique est une brèche en ce qui a trait aux principales dispositions de la Déclaration internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE) entérinée par le Canada. Cette discrimination est manifeste lorsqu'on examine les différences considérables entre les budgets consentis aux étudiants non autochtones et ceux consentis aux étudiants autochtones dans les réserves. De plus, la discrimination est institutionnalisée par le refus de gouvernement fédéral de fixer des buts clairs et transparents et de consentir les budgets correspondants pour répondre aux besoins des communautés autochtones isolées.

Comme nous le démontrerons dans notre rapport parallèle, il y a quelque 40 à 80 communautés autochtones où les écoles ne satisfont pas aux normes et où les écoles sont condamnées ou bien inexistantes. Et malgré cela, le gouvernement fédéral refuse de mettre de l'avant un plan clair et transparent pour s'attaquer à ces terribles retards.

L'Association des commissions scolaires publiques de l'Ontario (appuyée par ses 72 membres) a interpellé le ministre Strahl à cet égard. Dans un communiqué de presse, diffusé le 28 avril 2008, on rapporte les propos suivants de la commissaire Grace Fox, « tous les enfants ont droit à une éducation de qualité. Les enfants d'Attawapiskat sont aux prises avec des conditions inférieures à la norme depuis trop d'années. Il est plus que temps qu'ils soient la priorité du gouvernement fédéral et qu'ils reçoivent l'école dont ils ont désespérément besoin. »

En fait, l'Association va plus loin encore en demandant au gouvernement fédéral de rendre public son plan d'action pour contrer les retards inadmissibles en ce qui a trait aux projets d'éducation sur les territoires des Premières nations au Canada.

Comme le démontrera notre rapport parallèle, le fait que le gouvernement fédéral ne se dote pas d'un plan cohérent ni d'un échéancier précis pour s'attaquer à des problèmes comme la crise scolaire à Attawapiskat illustre l'échec du Canada face à son obligation de respecter les exigences les plus élémentaires de la CIDE. Nous démontrerons que nous avons été systématiquement victimes de discrimination sur le plan du financement de l'éducation et des formules de financement pour l'éducation spécialisée.

Nous fournirons la preuve de la négligence désolante du ministère des Affaires indiennes en ce qui concerne la contamination au diesel de notre école et nous indiquerons de quelle façon une situation semblable aurait été gérée dans une école hors réserve.

Nous allons dresser pour le Comité un portrait des ressources insuffisantes fournies à nos élèves autochtones pour la formation en informatique, l'apprentissage d'un métier et la formation dans d'autres domaines. Nous étayerons pour le Comité le désespoir qui s'empare de nos enfants et qui les amène à abandonner l'école dès la cinquième année.

Nous confronterons le refus du ministère des Affaires indiennes de fixer des objectifs et des échéanciers pour s'attaquer aux retards en matière d'éducation sur les réserves aux obligations juridiques qu'ont les commissions scolaires régionales et les ministères provinciaux d'Éducation à cet égard pour les enfants non autochtones.

Mais bien plus que soumettre ce rapport, nous tenons à rencontrer les membres du Comité. Nous voulons que le Comité sache à quel point nous sommes déterminés à avoir une école convenable dans notre communauté. Nous refusons carrément d'abandonner le combat au nom de nos jeunes frères et sœurs qui ne devraient pas subir ce que nous avons subi.

Pas plus tard qu'au printemps dernier, le gouvernement fédéral a présenté aux générations antérieures d'enfants autochtones devant la Chambre des communes des excuses historiques pour les mauvais traitements subis dans les pensionnats. Le moment fut historique pour notre peuple. Nous nous sommes réjouis de voir qu'enfin le gouvernement reconnaissait le mal causé par ses politiques à des générations d'enfants autochtones.

Or, nous faisons partie d'une nouvelle génération qui, elle aussi, souffre de politiques délibérées qui limitent nos aspirations et nos possibilités en matière d'éducation. Nous soulignerons dans notre rapport qu'il existe ailleurs au Canada d'autres enfants autochtones qui, comme nous, reçoivent beaucoup moins de ressources éducatives que d'autres enfants. Les excuses du Canada doivent avoir des suites. Nous voulons que le gouvernement se responsabilise face à ce que vit la génération actuelle d'enfants autochtones.

Quand nous avons rencontré le ministre Strahl en mai 2008, nous lui avons demandé de venir dans notre communauté et de chausser nos mocassins afin qu'il comprenne la situation dans laquelle nous vivons. Il a refusé.

Nous voulons inviter les membres du Comité sur les droits de l'enfant des Nations Unies de venir à Attawapiskat. Nous croyons que lorsqu'ils verront ce que vivent les enfants sur la côte de la Baie James, ils ne pourront pas nous tourner le dos et dire, comme le ministre Strahl l'a fait, qu'ils ont d'autres « priorités. »

En conclusion, nous sommes très excités de participer à l'examen des obligations du Canada eu égard à la Convention internationale relative aux droits de l'enfant.

Meegwetch,

Shannen Koostachin

Chris Kataquapit

Solomon Rae

Jonah Sutherland (au nom des étudiants de la Première nation d'Attawapiskat)

c.c.

Grand chef Phil Fontaine, Assemblée des premières nations

Grand chef Stan Beardly, Nations Nishnabi Aski

Grand chef Stan Louttit, Conseil de la tribu Mushkegowuk

Chef Theresa Hall, Première nation d'Attawapiskat

Charlie Angus, député (Timmins-Baie James)

Association des commissions scolaires publiques de l'Ontario

Association des commissions scolaires catholiques de l'Ontario

Ontario English Catholic Teachers Association

Fédération des enseignants et enseignants du secondaire de l'Ontario

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

[1] 30 juillet 2007. Lettre de Bob Howsam, directeur, région de l'Ontario, ministère des Affaires indiennes, à l'Autorité scolaire d'Attawapiskat. « Cette acceptation permettra au projet de la nouvelle école élémentaire d'Attawapiskat d'aller de l'avant et d'entreprendre la prochaine phase de développement ».

[2] « 579 millions shuffled from Native projects », *Toronto Star*, 9 juin 2008.

Section II

**Lettres d'enfants
et de jeunes
expliquant
comment l'iniquité
en éducation
les touche**



Pourquoi l'éducation est-elle importante?

On ne devrait même pas poser la question. L'éducation est extrêmement importante pour les personnes de toutes religions et cultures. L'éducation pour les Autochtones devrait être traitée équitablement, comme pour n'importe quel autre groupe. Ce n'est pas comme si nous prenions l'éducation autrement que les autres races.. Je suis certaine qu'on voit l'éducation tous de la même façon.

Le sous-financement de l'éducation dans les Premières nations est préoccupant. Je pense qu'on devrait nous traiter équitablement. On ne reçoit pas de financement pour l'apprentissage de notre langue, à peine pour l'éducation physique et rien du tout pour nos bibliothèques. Notre école à comparer aux autres est vraiment sous-financée. Notre langue est très importante pour nous. Faute de financement pour nous l'enseigner, comment ferons-nous pour l'apprendre? Ce ne sera pas possible.

Nous aimons pour la plupart aller au gymnase, jouer au hockey, au ballon volant, au football, au soccer, etc. Je le répète, on ne reçoit pas de financement pour ces activités. Donc, ceux parmi nous qui rêvent de devenir, un jour, joueurs de

hockey, de ballon volant ou de soccer ne le pourront pas parce que nous n'avons pas eu la chance de l'apprendre à l'école.

Notre bibliothèque... pas grand-chose à l'intérieur. Personne n'emprunte vraiment de livres, sauf les enfants du primaire. Et encore là, ils empruntent des livres un peu débilés. Pour les élèves du secondaire, il n'y a pas de choix. Si nous recevions des fonds pour la bibliothèque, nous pourrions acheter des livres qui parlent des carrières d'infirmière, médecin, dentiste, etc., pour que les jeunes du secondaire puissent se renseigner sur des possibilités de carrières.

Nous ne recevons même pas de financement pour nos ordinateurs. Les fonds viennent d'ailleurs, ce qui ne doit pas être facile pour les professeurs.

Chaque année, on dirait qu'on reçoit de moins en moins de financement. Éventuellement, si ça continue au même rythme, nous ne recevrons plus rien. C'est sans doute ce qu'ils souhaitent. Ils veulent abolir le financement pour le collège. Si cela se produit, ce sera très difficile pour un étudiant autochtone de poursuivre des études collégiales.

S'ils continuent de financer l'éducation pour les Premières nations, beaucoup seront heureux. Ce financement nous permet de terminer nos études secondaires et d'aller au collège et de réaliser nos plans de carrière. Demandez-le à n'importe qui. Le financement est très important pour nous. Si vous retirez tout ce financement, je vous garantis que le taux de décrochage des élèves autochtones au secondaire augmentera; on ne sera pas nombreux à pouvoir aller au collège. Je ne parle pas au nom de chaque élève, mais j'en représente

quelques-uns. Personnellement, si on coupe le financement, ce sera difficile, mais j'essaierai quand même. J'aurai besoin de beaucoup d'aide de ma famille pour payer mon loyer chaque mois, mes fournitures scolaires, mon épicerie et tout ce qu'un étudiant à besoin. Il faudra que je me trouve un emploi pour « survivre » toute seule.

En fin de compte, le financement joue un rôle majeur dans l'éducation des Premières nations. Si on nous l'enlève, nous aurons beaucoup de mal à nous en sortir. C'est pourquoi ils devraient laisser les choses comme elles sont : de cette façon, on arrive à se débrouiller. Mais je pense aussi qu'ils devraient nous donner plus de fonds pour l'enseignement de notre langue, l'éducation physique et nos bibliothèques.

—Brianna



— *Brianna*

Ce n'est pas juste. Ils n'ont pas de gymnase, pas de livres et pas d'air pur. Si on ne les aide pas, ils pourraient tomber malades à cause des courants d'air et de l'huile sur le terrain. Dans notre école, on est vraiment chanceux d'avoir des portes qui ferment juste et des livres à lire. Ils n'ont pas d'éducation, mais vous, vous en avez. Si vous les aidez, ce serait une grande faveur à leur faire.

P.-S. Je m'appelle Marshall. Merci et passez une très belle journée.

—*Marshall*

Me voici en train d'écrire sur les différentes choses qui m'agacent, comme vivre dans un milieu qui offre peu de choix dans la vie et où l'éducation n'est pas à la hauteur. Par exemple, avant nous pouvions avoir des dîners chauds et maintenant, il n'y a plus d'argent dans le budget. Nous avons de bons repas santé au lieu d'amener notre boîte à lunch à l'école. Parfois, les parents n'ont pas les moyens de fournir un repas pour les cinq membres de la famille. Avant, nous pouvions aller visiter différents collèges et regarder plus loin que la communauté, mais maintenant nous avons un certain montant d'argent et un certain budget, et nous ne pouvons même plus aller voir ailleurs, explorer et être exposés à différents défis dans la vie.

C'est important pour moi d'apprendre à propos de notre culture et de conserver notre langue parce que beaucoup d'adolescents laissent tomber quand ils sont plus jeunes. Ils perdent leur culture parce que nous n'avons pas assez d'argent pour recruter ou pour engager des profs pour nous enseigner notre langue avant qu'on la perde. Notre communauté est un très bel endroit, c'est propre, et ce serait agréable de pouvoir communiquer ensemble dans notre langue maternelle. Quand je serai plus âgée, j'aimerais que mes enfants apprennent la culture et la langue, parce que c'est une richesse.

—*Jenna*

Je ne pense pas que c'est juste d'avoir un repas tous les jours ici, dans notre école, et qu'à l'école à Attawapiskat, il y a des souris qui mangent le repas et les collations des élèves. Aussi, ils n'ont pas de chauffage dans leur école et je ne pense pas que c'est bien. Ils gèlent durant l'hiver. En plus, il n'y a pas de fournitures scolaires à l'école alors ils ne peuvent pas faire leur travail par écrit. Comme ils n'ont pas de livres, ils ne doivent pas savoir trop bien lire. Ils n'ont pas eu beaucoup d'éducation, ce qui fait que les enfants d'Attawapiskat n'auront probablement pas l'instruction qu'il leur faut pour travailler.

Aussi, je ne pense pas que c'est juste que Shannen et Serena Koostachin aient dû déménager loin de la maison et d'Attawapiskat simplement pour aller dans une vraie école, équipée avec tout ce qu'il faut.

Meegwetch,

—*Shawna*

La langue cri est amusante.

Je m'appelle Laynee.

Je pense que le cri est une langue importante. J'apprends le cri à la maison et à l'école. Mes parents savent parler cri. Apprendre à parler cri à l'école, c'est important pour moi.

—*Laynee*



**Apprendre
à parler le cri
à l'école est
important pour moi**



— *Laynee*



— *Wesley*

Je trouve que ce n'est pas juste pour l'école d'Attawapiskat de ne pas avoir de collations, de livres, de portables, de pupitres, de crayons, de stylos, de toilettes et beaucoup des choses que vous avez, vous autres. Ils n'ont pas assez d'argent pour réparer les manuels scolaires et avoir des toilettes et pour s'acheter toutes ces belles choses que vous avez, vous, dans vos écoles.

Ça fait dur que des élèves sont obligés de changer d'école parce que leur école ferme. On devrait avoir des écoles qui ne tombent pas en ruines, qui ont de l'équipement, des terrains de jeux, des gymnases et une foule d'autres choses amusantes. C'est vraiment triste qu'elles aient été obligées de déménager. Les autres personnes aussi. S'éloigner de leurs amis, de leur famille et de leur maison. Je suis vraiment désolée que des élèves ont fréquenté cette école pendant huit ans sans chauffage, sans collations, sans pupitres et privés de toutes ces choses que nous avons ici. J'espère qu'ils vont obtenir une bonne école neuve maintenant et seront à l'abri de la vieille. Je suis vraiment désolée.

—Savanna

Le rêve de
Shannen

7 février 2011

J'ai l'impression que nous ne sommes pas traités en égal et l'école non plus et que c'est à cause des traités et d'autres droits. Le gouvernement paie beaucoup de ces choses et il est très endetté. Vu que nous ne payons pas ces choses nous-mêmes, nous ne recevons pas les mêmes choses que les autres. Je crois que nous devrions recevoir toutes les mêmes choses. Nous sommes des personnes aussi et nous avons les mêmes droits que les autres.

Nos écoles sont si délabrées qu'elles ne sont à peu près pas fonctionnelles. Elles ferment au moins deux à quatre fois par mois. La plupart des parents ne veulent même plus envoyer leurs enfants à l'école de toute manière. Une bonne année, dans notre école, il y a 300 élèves. Certaines années, on ne peut même pas avoir de professeur cri, ce qui fait qu'on ne peut pas apprendre notre langue! Et le cri est une langue qui se meurt. C'est triste de savoir qu'elle n'existera probablement plus dans 50-100 ans au rythme où vont les choses.

Malheureusement, j'ai l'impression que la moitié de nos jeunes vont abandonner les études secondaires par manque d'éducation et parce qu'ils pensent qu'ils ne sont pas capables de réussir ou que c'est trop difficile. La plupart des enfants autochtones s'absentent souvent de l'école au secondaire. Certains échouent une année à cause de cela et n'ont pas la motivation de continuer l'année suivante. Et puis le gouvernement paie seulement trois ans. Pour éviter cela, je pense que nous devons avoir les mêmes choses que les écoles en ville. Et tout cela, mes chers amis, c'est injuste.

Bien à vous,

—Justice



**Nous sommes
des personnes
aussi et nous
avons les
mêmes droits
que les autres**

— *Justice*

Je trouve que ce n'est pas juste pour les enfants. Je pense que tu as besoin d'éducation. Je pense qu'ils devraient avoir une école neuve et que ce n'est pas amusant quand on est trop tassé dans une classe. C'est injuste que les souris grignotent leurs collations.

Ce n'est pas agréable quand le vent froid souffle dans l'école, vraiment pas agréable!

J'aimerais bien que votre école soit plus agréable et plus chaude, qu'elle ne tombe pas en ruines, qu'il y ait des collations et pas de

souris. Je pense que vous devriez avoir une belle école, une place amusante pour les enfants. Ils ont besoin d'une place chaude tout comme vous. Ils ont besoin d'éducation pour vivre. Ils ont besoin d'instruction. Je peux aider aussi. Ils aimeraient avoir une plus belle classe. J'aimerais qu'ils aient une bonne école pas toute délabrée parce qu'ils devraient être dans la meilleure école au monde. Je n'aimerais pas cela si j'allais à cette école. J'aiderais ces élèves à aller à une meilleure école. Merci.

—*Angelique*

Le cri, c'est
excellent.

Je m'appelle
Alexander.

Je trouve que la langue crie est amusante à apprendre. C'est agréable parce que les gens peuvent la lire et que nous pouvons la parler aussi. Dans la classe de cri, nous apprenons à parler la langue. Nous apprenons aussi la culture crie. Le cri est une langue importante à connaître.

—*Alexander*

Je m'appelle River.

Je vous écris cette lettre pour parler du manque de contenu culturel dans mon école et de ce qu'il faut faire pour changer la situation.

Je suis consciente que j'ai le droit à une éducation dans ma propre communauté et dans ma culture. Or, ce n'est pas ce qui se passe. L'école n'a pas le budget pour étendre le programme culturel à l'école secondaire. J'ai été en classe d'immersion algonquine pendant mon primaire. J'ai travaillé fort et j'ai l'impression d'avoir été bernée. Comme j'avais l'impression d'arriver à quelque chose, tout s'est arrêté. Il n'y a plus de contenu culturel ni d'enseignement de notre langue.

Voici quelques-uns des problèmes auxquels il faut s'attaquer d'abord:

Pourquoi faut-il que j'apprenne la langue de quelqu'un d'autre au lieu de la mienne pour obtenir un diplôme, alors que je fréquente une école autochtone?

Pourquoi s'attend-on à ce que je réponde aux exigences provinciales pour les études secondaires si on ne nous traite pas comme les autres écoles dans la province?

Pourquoi n'apprenons-nous pas NOTRE LANGUE?

Pour réussir dans la vie, il faut être fier de qui on est. Pour être fier de qui on est, il faut savoir et comprendre qui on est. Nous avons besoin de plus de possibilités et de ressources pour y parvenir.

—River



**Pourquoi
s'attend-on
à ce que je
réponde aux
exigences
provinciales
pour les études
secondaires**

**si on ne
nous traite
pas comme
les autres
écoles dans la
province?**



Je pense qu'ils devraient obtenir une belle grande école neuve. Ils devraient avoir beaucoup d'éducation, un repas gratuit comme nous autres et des portes qui ferment juste pour empêcher les souris d'entrer. Et leurs classes devraient être beaucoup plus grandes. Il leur faut un gymnase pour apprendre à jouer au ballon chasseur et toutes sortes d'autres jeux. Aussi, un grand terrain de jeux pour que les élèves de cette école s'amuse. Et de l'argent pour leur école pour pouvoir faire

des sorties, organiser des ventes de gâteaux, de pizzas, de hotdogs et pour manger au Subway. Il leur faut des abreuvoirs, des toilettes comme les nôtres, de l'éducation physique, un panier de basketball. Il leur faut plus de matériel scolaire comme des gommes à effacer, du papier, des crayons, des règles, du ruban gommé, des agrafeuses et des choses comme des portables et des ordinateurs.

—*Robbie*

La langue crie, c'est bon.

Je m'appelle Rayden.

Je pense que c'est bon d'apprendre le cri et que c'est génial qu'on soit capable de le parler. On peut parler le cri avec notre masom et notre kohkom (grand-père et grand-mère). Ça les rend très heureux de savoir qu'on parle cri. Le cri est une langue merveilleuse à connaître.

—*Rayden*

Je trouve que c'est très injuste de la part du gouvernement de vouloir nous enlever notre financement pour l'éducation postsecondaire; déjà qu'il nous en donne très peu. Le gouvernement donne plus d'argent aux écoles dans la province qu'aux écoles dans les réserves. C'est injuste. De tous les problèmes causés par le gouvernement, c'est le pire. Les écoles dans les réserves, y compris la mienne, manquent de possibilités parce que nous n'avons pas d'argent. D'autres écoles reçoivent beaucoup plus d'argent que nous et peuvent faire des sorties ailleurs.

Il y a très longtemps, les Autochtones de l'ouest ont signé un traité avec les Européens arrivés au Canada. Les Autochtones allaient avoir accès gratuitement à l'éducation et aux soins de santé et ils ne paieraient pas d'impôt. Aujourd'hui, le gouvernement essaie de nous voler : il ne respecte pas l'entente. C'est de l'égoïsme.

Mon école aurait besoin de fournitures et d'équipements, et pas seulement la mienne, mais beaucoup d'autres écoles dans les réserves. Nos livres sont vieux et déchirés. Ce n'est pas agréable d'apprendre quand les livres sont dans ce piteux état. Nous aurions aussi besoin d'ordinateurs neufs. L'équipement du gymnase est vieux et commence à tomber en ruines.

Voilà comment je me sens et ce que je pense de ce problème.

—*Nigig*



**Nos livres
sont vieux et
déchirés.
Ce n'est pas
agréable
d'apprendre
quand les livres
sont dans ce
piteux état**

Nous avons une belle école, un repas chaud gratuit le midi et eux, ils n'ont pas de matériel scolaire. Ils ont des petites classes toutes délabrées et ils n'ont pas de collations. Si j'allais à cette école-là, j'essaierais d'apporter une collation pour tout le monde et de l'eau propre, et je ferais le vœu d'avoir une meilleure école, plus grande, pour tout le monde. Si je pouvais changer quelque chose, je leur donnerais plus de

matériel scolaire, plus de profs et beaucoup plus de place. Si j'étais un constructeur qui bâtissait cette école, je leur construirais la plus grosse et la plus merveilleuse école de leurs rêves, avec le plus grand gymnase imaginable. S'il fallait que je grandisse dans une place sans école, sans éducation comme eux, je souffrirais jusqu'au secondaire. En écrivant cette lettre, je pense à nous autres et à comment ça serait de souffrir

tous les jours, d'être malades et de grandir dans une école qui tombe en ruines. J'essaierais d'aider Attawapiskat et la famille de Shannen Koostashin à avoir de meilleurs cours d'éducation physique. Merci Shannen Koostachin d'avoir aidé tes amis et ta famille.

—*Preston*



— *Miguwhn*

Vous voulez
savoir ce que
j'en pense?
Comment je me
sens? Et bien,
voici ce que j'ai
à dire.

Je pense que c'est injuste pour
les écoles non autochtones d'avoir
plus que les écoles autochtones.
Pourquoi? Quelle est la différence?
Dans les deux cas, ce sont des
écoles où on enseigne les mêmes
matières aux élèves. À l'école
autochtone, on apprend aux élèves
à parler leur langue et on leur
apprend leur culture : ça demeure
une école. Pourtant, les écoles
non autochtones reçoivent plus.
Les enseignants dans les écoles
autochtones sont payés moins cher
que les enseignants dans les écoles
non autochtones. C'est tellement
injuste! Pourquoi? Est-ce parce
que nous sommes des Autochtones

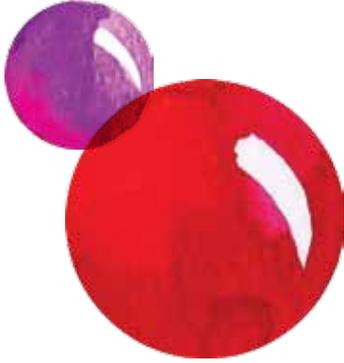
avec une école à nous dans NOTRE
réserve, une école pour NOTRE
peuple pour apprendre NOTRE
histoire? C'est malade, pourquoi
agir ainsi? Ce n'est pas parce
qu'on est autochtone qu'on n'a
pas de sentiments. Ça me met en
colère que notre école reçoit moins.
Pourquoi gêtez-vous les écoles non
autochtones? Répondez donc!

—Miguwhn

Je pense que
c'est injuste
d'avoir un
terrain de jeux,
de la soupe et
des collations
tous les jours
dans notre école
et qu'à l'école
d'Attawapiskat,
ils n'ont pas les
mêmes choses
que nous. Alors,
pourquoi ne
pas essayer de
rendre ça juste?
Ça doit faire
dur d'avoir
des souris qui
mangent ton

lunch presque
tous les jours,
ou d'avoir des
portes qui
ne ferment
pas juste et
des fenêtres
placardées
presque partout
parce que les
vitres sont
brisées et qu'il
fait froid à
l'intérieur. Et
puis l'école
n'est pas
chauffée!

—*Nolan*



— *Nolan C.*

Apprendre la langue crie.

Je m'appelle Owen.

Je pense que découvrir ma culture, c'est important. Mon mosom (grand-père) m'enseigne à propos de la danse du soleil et il me parle de la langue crie. J'ai assisté à des danses rondes, des festins et des pow-wow. C'est amusant. Je suis content parce que je vois ma famille et des aînés. À l'école, dans la classe de cri, on apprend ces choses-là. On apprend la langue crie en deuxième année. Ma culture est importante pour moi.

—*Owen*

Pourquoi les gouvernements doivent-ils toujours nous traiter différemment? Somme toute, ils devraient remercier notre peuple et nous vénérer pour tout ce que nous avons fait pour eux.

Le sous-financement est injuste si partout ailleurs on leur donne le financement qu'il faut. Bien sûr, nous n'avons peut-être pas le meilleur système d'éducation au monde, mais nous faisons de notre mieux pour réussir et être bien instruits.

Le gouvernement a signé un traité avec nous et il ne le respecte pas. Pourquoi fait-il cela? Est-ce parce que ce sont tous des gens égoïstes? Il faut qu'ils apprennent à respecter leurs engagements, car les peuples autochtones leur ont permis de vivre sur leurs terres, d'y faire ce qu'ils voulaient et d'y mener leur vie. Mais maintenant qu'ils sont si « puissants », ils pensent qu'ils peuvent manquer à leur parole. Ce n'est pas bien. Ils nous ont dit que nous ne paierions pas d'impôts, que les soins de santé seraient gratuits et l'école aussi. Maintenant, il faut payer tout cela. D'accord, ces traités ont été conclus il y a très longtemps, mais ils existent quand même! Les ceintures wampum sont là pour le prouver. Déjà, ils nous ont fait des excuses pour le mal qu'ils nous avaient causé et ils se remettent dans le même borbier et devront encore nous faire des excuses.

—*Jordon*

Bonjour.

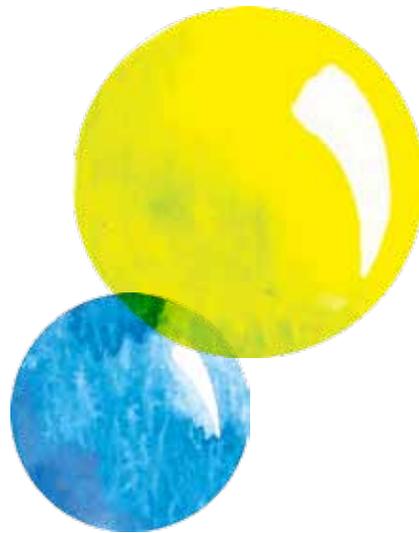
Je m'appelle
Nolan.

Juste penser d'avoir une école où le vent circule dans les corridors et où il fait froid, une école trop remplie d'élèves, avec des souris qui mangent les collations et des classes dans des roulettes qui chambranlent, où il n'y a pas de terrain de jeux, ni de repas chauds le midi ni de sandwiches comme dans mon école, ça me rend malade. Dans notre école, il y a un terrain de jeux avec des filets de hockey et des paniers de basketball. Nous avons un beau grand gymnase, des crayons, des gommes à effacer, du papier ligné et des stylos. Ils n'ont pas les choses qu'on a.

Et puis, ça fait huit ans qu'ils se battent et que rien ne bouge. Ils vous ont écrit des lettres et ça n'a rien donné. C'est injuste de ne pas leur donner une vraie école comme celle que vous avez eue quand vous étiez des enfants. Ils sont malheureux de ne pas avoir une bonne école, du matériel et des activités sportives. Ils n'ont rien de tout cela et il doit faire froid dehors et en dedans.

Alors, vous devriez au moins leur donner une des choses qu'ils vous demandent depuis huit ans. C'est beaucoup trop long à attendre. Ça rendrait les gens d'Attawapiskat heureux et les jeunes auraient un meilleur avenir devant eux. Alors, pensez-y sérieusement. Pensez à l'état des classes. Vous imaginez-vous que vous aimeriez cela avoir des souris dans votre nourriture, des portes qui ne ferment pas juste et des planches qui recouvrent les fenêtres? Tenez-vous debout et faites un homme de vous.

—*Nolan*



— *Nolan*

La langue crie, c'est cool.

Je m'appelle Shakira.

Le cri est une bonne langue à parler. Je peux parler en cri avec ma mère parce que je l'apprends dans ma classe de cri.

Le cri, c'est important et cool.

—*Shakira*

Je suis en colère de voir que le gouvernement nous enlève de l'argent. Ce n'est pas juste de ne pas avoir le même montant d'argent que d'autres écoles proches de notre communauté. Nous voulons apprendre autant qu'eux. Comment se fait-il que ce soit différent?

Nous avons des rêves et nous voulons les réaliser. Sans ce financement, certains d'entre nous ne pourront pas faire des études collégiales ou universitaires. Il faut avoir de l'éducation pour réussir dans la vie.

—*Jeremy*



— *Jeremy*



**Si j'étais
un adulte
et si j'étais
un constructeur,
je leur bâtirais
une école**

Ici, dans mon école, nous avons de la soupe et des sandwichs gratuits, un beau terrain de jeux, des filets de hockey et beaucoup de bâtons.

Ce n'est pas juste. Dans leur école, ils n'ont pas d'ordinateurs, de livres, de bibliothèque. Les souris mangent leur nourriture, ils n'ont pas de toilettes. Ils n'ont pas de cartes, de globes terrestres, de tableaux d'affichage. Ils n'ont pas d'équipes de baseball, de hockey et de basketball. Pas d'athlétisme ni de cross-country. Pas de manuels scolaires pour apprendre les maths, la science, l'orthographe, les sciences sociales.

Nous avons un gymnase avec des gants de baseball, des bâtons et des casques. Ils ont besoin d'éducation physique. Si j'étais un adulte et si j'étais un constructeur, je leur bâtirais une école.

—*Griffin*

C'est amusant d'apprendre le cri.

Je m'appelle Magic.

Quand des enfants non autochtones apprennent la langue crie, ils peuvent aider les autres qui ne connaissent pas le cri.

Apprendre le cri, c'est bon pour toi parce que tu peux parler cri avec les mosom et les kohkom (grands-pères et les grands-mères). Les mosom et les kohkom seront heureux parce que nous savons comment parler cri. Le cri est une bonne langue à parler et à connaître.

—*Magic*

Réponse au rêve de Shannen

Je suis très chanceux en ce sens que je n'ai pas les problèmes si communs aux élèves des autres réserves. Même si le financement de notre école est des milliers de dollars de moins par élève que la moyenne nationale et que nos profs gagnent beaucoup moins que les profs qui enseignent à quelques heures d'ici, nous avons quand même pas mal de matériel pédagogique et la qualité de l'éducation et de l'environnement scolaire est bonne. On ne peut pas nécessairement en dire autant de beaucoup d'autres écoles dans les réserves.

Si je comprends bien, beaucoup d'écoles dans les réserves au Canada sont terriblement sous-financées. Le matériel éducatif est désuet et il n'y en a pas suffisamment. Aussi, l'environnement scolaire n'est pas propice à l'apprentissage (p. ex. les classes sont remplies à craquer, plusieurs niveaux sont enseignés dans la même classe, les bâtisses ne sont pas chauffées et elles sont dangereuses, etc.). Tous ces facteurs sont stressants et décourageants pour un élève dont le but est simplement de s'instruire. Je ne peux pas m'imaginer vivre comme cela, et savoir qu'un autre Canadien obtient une éducation de meilleure qualité et plus pratique tout simplement parce qu'il est né là où il est né. Je me sentirais tellement frustré et désespéré. J'aurais probablement décroché comme beaucoup d'autres enfants autochtones et je me retrouverais avec bien peu.

Mais le gouvernement ne semble pas penser ainsi. Les fonds versés à l'éducation sont demeurés les mêmes depuis des années et le gouvernement entend reprendre une grande partie du très peu qu'il y consacre. Ce sera sans doute un coup de massue pour beaucoup de communautés autochtones au Canada.

—Alex

Quelle sorte de pays industrialisé se permet d'ignorer pendant si longtemps un tel écart entre la moyenne nationale et une minorité visible? Il me semble que ce serait plus intelligent (du moins financièrement) de s'organiser pour que les communautés autochtones au Canada subviennent à leurs besoins grâce à l'éducation dispensée chez elles au lieu de dépendre tellement du gouvernement. Ça pourrait aider à réduire le taux de suicide des Autochtones qui est (beaucoup) plus élevé que la moyenne nationale et à diminuer la toxicomanie et la criminalité, car les gens auraient une raison de vivre. Et comme ils travailleraient et gagneraient de l'argent, ils n'auraient pas à vivre de l'aide sociale ET pourraient redonner à la collectivité nationale. Ainsi, les préjugés du Canada en général à l'égard des Autochtones disparaîtraient.

Je m'appelle
Dominic. Nous
avons de la
soupe et des
sandwichs
tous les jours.
Ma mère ne
me laisserait
pas aller à
cette école,
car il y a des
souris partout
et les portes
ne ferment
pas juste. Il

n'y a pas de
gymnase.
Nous avons
un gymnase
dans mon école.
Pourquoi ne
pouvez-vous
pas leur donner
une belle école?
Ils seraient
heureux dans
la vie. Quand
j'ai regardé la
vidéo, j'ai été
triste pour ces
enfants qui
n'ont pas de

gymnase et
pas de terrain
de jeux. Vous
pouvez faire
une différence
si vous leur
donnez une
nouvelle école.

—*Dominic*

L'éducation et la culture sont importantes, car si nous ne pouvons pas recevoir une bonne éducation, développer notre équilibre spirituel et avoir de l'orientation culturelle, nous perdrons ce qui fait de nous des Autochtones, les valeurs qui nous viennent de notre culture et ce qui, en général, fait de nous de bonnes personnes.

Si nous perdons notre financement, graduellement nous perdrons notre culture. C'est vrai. Si nous n'avons pas les fonds nécessaires pour conserver nos écoles privées dans les « réserves », nos jeunes devront fréquenter l'école publique avec la population en général. À l'école publique, on ne nous enseigne rien sur la conservation de notre culture et sur la façon de la vivre maintenant et plus tard. Plutôt, ces écoles nous parlent seulement du passé et de la triste réalité à propos de ce qui est arrivé à notre peuple. La façon dont notre culture est présentée, c'est comme si lorsque les Européens ont « atterri » ici, ils nous ont colonisés et ont répandu leurs coutumes sur tout le territoire et que nos gens ont simplement cessé d'exceller culturellement et se sont littéralement suspendus dans le temps. C'est pourquoi certaines personnes croient que nous vivons encore dans des tipis et que nous nous promenons à cheval.

C'est pourquoi il est si important de continuer de recevoir régulièrement du financement et même plus. Plus nous aurons de fonds à investir dans notre culture et dans l'éducation de chaque Autochtone, plus notre culture s'épanouira et de ne sera pas oubliée. Même si notre langue semble en train de mourir, cela ne signifie pas que notre culture doit disparaître aussi.

—Garrett

Ce n'est pas juste que nous, on reçoive de l'éducation et pas eux. Ils ont besoin d'une nouvelle école avec un gymnase. D'une école chaude avec un laboratoire de sciences, un laboratoire informatique et des toilettes.

Ils ont besoin de classes plus
grandes et d'une école plus grande.
Ils ont besoin de repas gratuits.
Il faut qu'ils apprennent pour

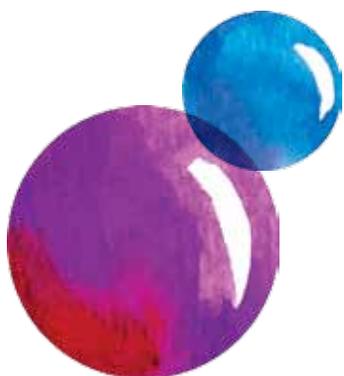
être intelligents et se trouver un
emploi. Ils ont besoin de livres et
de matériel scolaire.

—*Andy*

Il y a longtemps, nos ancêtres ont
signé un « traité » avec les Blancs
qui comprenait l'éducation.

Aujourd'hui, le gouvernement ne nous donne pas le
même montant d'argent qu'aux autres, il nous en
donne moins. Pour moi, c'est du racisme. Ce n'est pas
juste de recevoir moins de financement que les autres.
Alors, il est à peu près temps que quelqu'un se tienne
debout et remette le traité sur la table. Nous allons
nous battre. Nous avons besoin de notre éducation.

—*Christa*



**Nous allons
nous battre
pour ça, nous
avons besoin
de notre
éducation**



— *Christa*

À notre école, nous avons un
repas gratuit tous les jours et
beaucoup de nourriture gratuite.
Notre classe est grande et elle est
chauffée, alors on est bien l'hiver.
C'est injuste d'avoir une grande
école tandis qu'à Attawapiskat,
il n'y a pas d'école. Comment les
enfants feront-ils pour apprendre?

Ils n'iront nulle part dans la vie.
Ils mourront peut-être à un jeune
âge. Laissez-les avoir une école.
Laissez-les vivre leur vie. Bâissez
une école pour eux, construisez une
grande école pour Attawapiskat,
sans souris. Aidez-les, aimez-
les, soyez bons pour eux! Ne les
laissez pas tomber! Ne nous laissez
pas tomber! Soyez de bonnes
personnes, donnez-leur beaucoup
d'argent pour l'école.

—Emily



— *Emily*

La langue crie, c'est amusant

Je m'appelle Miquiella.

La langue crie est amusante à apprendre. Apprendre le crie, c'est génial, car tu apprends à dire les choses autrement. Tu peux parler à d'autres personnes crie et parler

en crie. Tout le monde devrait apprendre à parler crie parce c'est amusant et tu peux apprendre plus facilement.

—*Miquiella*



**Je pense que
nos droits sont
aussi importants
que ceux d'un
autre peuple**



**La race
ne devrait
pas faire de
différence**



— *Diana*

Je crois que le gouvernement devrait respecter nos besoins. Ce n'est pas parce que notre réserve est petite qu'il a le droit de nous prendre en charge. Ça fait trop longtemps que ça dure et il faut agir. Beaucoup d'écoles ont du mal à fonctionner. Quand je vois que des écoles en ville reçoivent plus d'argent que nous, je pense que c'est injuste. Aucune école ne devrait recevoir plus d'argent qu'une autre. Notre école a besoin de plus d'outils, comme de nouveaux

manuels scolaires, de l'équipement sportif neuf, et des livres pour la bibliothèque; des repas chauds, des casiers neufs et un miniautobus pour des sorties. L'école que je fréquente est pleine à craquer d'élèves respectueux et bien éduqués. Je pense que nos droits sont aussi importants que ceux d'un autre peuple. La race ne devrait pas faire de différence. Ça fait longtemps qu'on laisse faire le gouvernement et je crois que nous devons nous reprendre en main et parler en notre propre nom. Si le gouvernement pense qu'il peut agir ainsi et s'en sauver et bien, il se trompe parce que nous n'arrêterons pas tant et aussi longtemps qu'il ne nous aura pas écoutés. J'en ai marre que les Blancs pensent qu'ils sont mieux que nous et plus forts.

—*Diana*

7 février 2011

À qui de droit,

Ça me préoccupe que notre école n'ait pas les mêmes ressources que les écoles en ville. Je suis allé à l'école de la ville en septième année et j'ai vu qu'ils avaient beaucoup de ressources. Laboratoire de sciences, gymnase mieux équipé, plus de livres à la bibliothèque, des casiers plus grands et en meilleur état. C'est injuste qu'on n'ait pas ces services dans notre école. En tant qu'enfants du Canada, nous méritons de bons services aussi.

Nous, les enfants, sommes l'avenir, mais nous ne pourrons pas réussir plus tard si nous n'avons pas les mêmes outils pour apprendre que les autres enfants. À cause de cela, certains d'entre nous doivent changer d'école et partir de la réserve. Je suis inquiet pour notre avenir. Si nous ne sommes pas au même niveau que les autres écoles, j'ai une question : comment ferons-nous pour suivre les autres à l'école secondaire, au collège, à l'université ou aux trois? S'il vous plaît, portez attention à mes craintes, et pas seulement pour moi, mais pour mes frères et sœurs si extraordinaires.

Bien à vous,

—*Braxton*



Nous les
enfants,
nous sommes
l'avenir

— *Braxton*



Section III

**Les répercussions
de l'iniquité sur
les enfants et les jeunes
des Premières nations**



Appui de la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations et du Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes de l'Ontario

Inspirés par Shannen Koostachin, les jeunes dont les lettres sont reproduites dans ce rapport manifestent leur leadership ainsi que leur volonté d'assurer le plein exercice des droits qui leur sont garantis par la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE). Ces jeunes mettent en évidence les violations de leurs droits dont ils font l'objet et les conséquences de ces violations sur leur développement futur et leur mieux-être. Alex décrit à quel point il est difficile d'apprendre quand on « manque de matériel pédagogique, que l'environnement est mal adapté et trop distrayant pour apprendre, qu'on est entassé dans des salles, que la même classe comporte plusieurs niveaux et que la bâtisse n'est pas chauffée et dangereuse. » Garrett se demande s'il pourra transmettre les traditions de son peuple étant donné le sous-financement du système d'éducation et le manque de programmes culturels, et il s'inquiète de « perdre petit à petit sa culture. »

Les lettres des jeunes décrivent le manque de programmes et de contenus centrés sur les Premières nations dans le curriculum enseigné dans leurs écoles. Shania explique comment une bonne éducation fondée sur la culture pourrait éloigner bon nombre des risques auxquels font face les enfants et les jeunes autochtones. Pour la citer: « Je pense que si les jeunes avaient plus de possibilités et d'activités à faire, ils se tourneraient moins vers les drogues et l'alcool. » Justice soulève des questions sur le lien entre une éducation insuffisante et le taux de décrochage chez les jeunes autochtones quand elle dit, « j'ai l'impression que

la moitié de nos jeunes vont abandonner l'école secondaire à cause d'un manque d'éducation. » Ces préoccupations sont étayées par des données de Statistique Canada qui indiquent que le nombre d'enfants et de jeunes des Premières nations qui décrochent avant d'obtenir leur diplôme augmente.

Le mouvement Rêve de Shannen regroupe beaucoup d'adultes, d'éducateurs et d'organismes concernés, heureux de soutenir la voix de jeunes qui continuent à exercer des pressions afin d'obtenir des écoles et l'accès équitable à l'éducation pour les enfants et les jeunes autochtones. Dans cette partie du rapport, on retrouve les mémoires traitant de l'éducation des Premières nations de la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations et du Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes de l'Ontario.

Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations

Les parties suivantes du rapport parallèle intitulé *Jordan et Shannen : des enfants autochtones demandent que le gouvernement canadien mette fin à la discrimination raciale à leur endroit*, produit dans le cadre des 3^e et 4^e rapports périodiques du Canada au Comité sur les droits de l'enfant des Nations unies et préparé par Cindy Blackstock, PhD, de la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations du Canada (SSEFPNC) sont reproduites avec la permission de la SSEFPNC.

Nous utilisons des parties éditées du rapport parallèle entourant l'éducation pour illustrer les problèmes que soulèvent les enfants et les jeunes dans leurs lettres.

Introduction : le Canada se défend afin de pouvoir pratiquer la discrimination à l'endroit d'enfants vulnérables

La conduite du Canada à l'endroit des enfants des Premières nations comporte tellement de violations des droits de l'enfant en vertu de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE) qu'il est difficile de les énumérer toutes. La violation la plus déterminante ébranle un des piliers de la CIDE, c'est-à-dire l'obligation des États parties de ne pas exercer de discrimination raciale institutionnelle contre les enfants.

Le rapport parallèle démontre comment les iniquités en matière d'éducation élémentaire et secondaire sur les réserves nuisent à l'épanouissement de milliers d'enfants autochtones qui s'efforcent d'apprendre et de grandir en étant fiers de leur culture et de leur langue. Les conditions dans certaines écoles des Premières nations rivalisent avec celles des régions parmi les plus miséreuses du Tiers monde. Nous nous reconnaissons dans le récit de Shannen Koostachin, une enfant autochtone de la Première nation Attawapiskat qui a mené une campagne pour des écoles sécuritaires et douillettes, et une éducation équitable fondée sur la culture » dans sa communauté avant de mourir tragiquement à l'âge de quinze ans dans un accident d'automobile. Shannen fréquentait l'école à des centaines de kilomètres de chez elle parce que l'école dans sa propre communauté manquait de fonds et côtoyait à un terrain contaminé.

Le rapport parallèle se sert de documents produits par le gouvernement du Canada lui-même pour démontrer que le gouvernement est bel et bien au courant de la discrimination dont font l'objet les enfants autochtones sur les réserves et de ses répercussions, mais choisit pourtant de leur nier leurs droits. Il est important de souligner que les formes de discrimination décrites dans ce rapport parallèle ne s'appliquent pas aux autres enfants au Canada. Shannen et des milliers d'autres enfants comme elle auraient reçu une éducation appropriée s'ils n'avaient pas été des enfants autochtones vivant dans une réserve.

« Il est inacceptable qu'au Canada des enfants autochtones ne puissent pas fréquenter une école sécuritaire et saine. Il est inacceptable que l'éducation des Premières nations du Canada soit assujettie à des lois et des politiques vétustes et à des programmes de financement qui ne tiennent pas compte de normes minimales. Le temps est venu pour la justice et l'équité. Shannen Koostachin s'est battue pour la justice, pour que les jeunes dans son sillon aient droit à une éducation de qualité dans sa communauté, comme tous les jeunes d'un peu partout au Canada. Le temps est venu pour la justice et l'équité. C'est le moment de réaliser le rêve de Shannen [traduction]. »

—Shawn A-in-chut Atleo, chef national, Assemblée des Premières nations.

Le vérificateur général du Canada a indiqué à multiples reprises que le financement accordé aux réserves par le gouvernement fédéral, représenté par le ministère des Affaires indiennes et du Nord, pour leur fournir des écoles décentes et des programmes éducatifs fondés sur leur culture était insuffisant et inéquitable. Voici une citation tirée directement d'un rapport publié en 2004 du vérificateur général du Canada :

« 5.2 L'écart de scolarisation considérable entre les membres des Premières nations vivant dans les réserves et la population canadienne en général continue de nous préoccuper. Nous nous inquiétons aussi du fait que, selon les estimations, le temps nécessaire pour combler cet écart ait un peu augmenté, soit d'environ 27 ans à 28 ans [en vertu de la stratégie actuelle du gouvernement du Canada pour s'attaquer aux inégalités]. »

On dispose de peu de preuves suggérant que le Canada progresse d'une quelconque manière pour combler cet écart. Selon des estimations récentes, les enfants des Premières nations vivant dans les réserves reçoivent de 2 000 à 3 000 dollars de moins par élève par année pour leur éducation élémentaire et secondaire que les enfants hors réserve. Ce manque à gagner signifie qu'il y a moins d'argent pour les enseignants, pour l'éducation spécialisée, pour des outils pédagogiques comme des livres, de l'équipement de sciences et de musique et pour d'autres fournitures essentielles auxquels les autres enfants au Canada ont droit. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) ne fournit pas d'argent pour des choses essentielles comme des bibliothèques, des logiciels, le perfectionnement des enseignants, la préservation des langues autochtones en danger de disparaître, des programmes d'études adaptés à la culture et des directeurs d'école.

Le problème est aggravé par les lacunes considérables des écoles en soi (au chapitre des dépenses d'immobilisation). Le MAINC est le seul bailleur de fonds des écoles autochtones sur les réserves et à ce titre, il est responsable de l'état lamentable de nombreuses écoles dans les communautés des Premières nations. Par exemple, en 2009, un directeur parlementaire du budget (DPB) a réalisé un examen des programmes de financement et des politiques du MAINC eu

égard aux écoles autochtones au pays. Le DPD a souligné notamment que les rapports du MAINC indiquaient que 49 pour cent des écoles sur les réserves étaient en mauvais état, que 79 pour cent de toutes les écoles autochtones en Colombie-Britannique et en Alberta étaient en mauvais état et que 21 pour cent d'entre elles n'avaient pas été inspectées pour en déterminer l'état. En tout, le DPD a révélé que les 803 écoles devraient être remplacées d'ici 2030, mais que le MAINC ne semblait pas avoir pris les mesures nécessaires pour procéder en ce sens. Le MAINC semble sous-estimer considérablement ce qu'il lui faut pour entretenir et construire des écoles décentes. Une citation prise à même le rapport du DPD :

« Par conséquent, conformément aux projections du DPB, pour l'AF2009-2010, les plans de dépenses en immobilisations d'AINC sont sous-financés annuellement de l'ordre de 169 millions de \$ dans le meilleur scénario et de 189 millions de \$ dans le pire scénario, comme l'illustre le tableau à la droite. Par conséquent, les dépenses en immobilisations prévues annuelles, conformément au PILT PIE d'AINC, sous-estiment manifestement les dépenses vraisemblables comparativement aux projections du meilleur scénario et du pire du DPB (de plus de 58 %). »

Ces chiffres n'arrivent toutefois pas à rendre compte de l'ensemble des répercussions qu'ont le piètre état des écoles sur les réserves et l'iniquité d'éducation sur les enfants. Par exemple, on a dû fermer une école au Manitoba et la remplacer par des roulottes temporaires parce qu'elle était infestée de serpents. Les serpents avaient élu résidence dans la tuyauterie de sorte que lorsque les enfants ouvraient les robinets, des bébés serpents en sortaient. Un autre groupe d'enfants au Manitoba a dû commencer l'année scolaire en 2009 dans des tentes étant donné que leur réserve n'avait pas de bâtiment libre pour accueillir une école. Certains enfants autochtones fréquentent l'école sur des quarts parce que leurs écoles sont tellement surpeuplées qu'il manque de place pour recevoir tous les élèves au même moment. Il est habituel pour beaucoup d'enfants autochtones d'être séparés de leur famille et de leur communauté afin de fréquenter l'école, étant donné qu'il n'y pas d'école dans leur réserve.

Shannen Koostachin (1995-2010) appartenait à la Première nation Attawapiskat. Son école avait été contaminée par une fuite d'environ 50 000 litres de diesel. Finalement, le gouvernement du Canada a procédé à la fermeture de l'école en 2000 après des plaintes répétées des élèves et du personnel qui tombaient malades. Le gouvernement a fait installer des roulottes comme solution temporaire. Après dix ans, ces roulottes sont extrêmement délabrées et elles sont difficiles à chauffer à des températures de moins 40 degrés. Trois ministres des Affaires indiennes et du Nord canadien n'ont pas tenu leur promesse de donner aux enfants d'Attawapiskat une école neuve.

En 2008, Shannen Koostachin était en 8e année à l'école JR Nakogee, qui était à vrai dire une rangée de roulottes annexées les unes aux autres, et elle n'avait jamais fréquenté une école digne de ce nom. Avec d'autres jeunes, elle a mobilisé les jeunes enfants de sa communauté pour qu'ils écrivent au premier ministre et lui réclame une école neuve. Comme disait Shannen, « l'école c'est un moment pour rêver, les enfants le méritent tous. » Le gouvernement du Canada a écrit aux enfants pour leur dire qu'il n'avait pas les moyens de bâtir une nouvelle école à Attawapiskat. À la réception de cette lettre leur disant qu'il n'aurait pas leur école neuve, les élèves de 8e année ont décidé d'annuler leur voyage de fin d'année scolaire et d'utiliser cet argent pour rendre visite au ministre des AINC et réclamer leur école. Shannen lui a dit qu'elle ne le croyait pas et qu'elle continuerait de lutter jusqu'à ce que chaque enfant au Canada obtienne une « école sécuritaire et douillette, et une éducation équitable fondée sur la culture. » Elle a mobilisé des enfants non autochtones pour leur demander d'écrire au gouvernement du Canada et de réclamer une éducation convenable pour les enfants autochtones; des centaines ont répondu à son appel. En 2008, le gouvernement du Canada a dit qu'Attawapiskat aurait en fin de compte son école, mais trois ans plus tard, les travaux de construction ne sont toujours pas commencés et beaucoup d'autres enfants autochtones partout au Canada n'ont toujours pas accès à une éducation équitable et à des écoles décentes. Shannen a été mise en nomination pour le Prix international de la paix pour les enfants en 2008, un prix remis par la Fondation Kids Rights aux Pays-Bas.

Shannen et sa famille ont pris la difficile décision de l'envoyer à des centaines de kilomètres de la maison pour qu'elle reçoive une bonne éducation

à l'extérieur de la réserve. Elle est décédée dans un tragique accident d'automobile pendant ses études à l'extérieur de sa communauté. Elle voulait devenir avocate pour défendre les droits à l'éducation des enfants des Premières nations.

Des milliers d'enfants autochtones et non autochtones, de jeunes et d'adultes concernés travaillent maintenant avec la famille de Shannen pour que se concrétise son rêve « d'une école sécuritaire et douillette et d'une éducation équitable fondée sur la culture » dans le cadre d'une campagne intitulée, Rêve de Shannen.

Dernièrement, le gouvernement du Canada a annoncé une autre étude sur l'éducation et les Premières nations. Entre temps, les enfants attendent d'être traités équitablement et, comme l'a souligné Shannen, « dès la 5e année, ils perdent espoir et abandonnent l'école. »

➔ Conclusion

« Le Canada est partie de nombreux traités des Nations Unies sur les droits de la personne et prend très au sérieux ses obligations en vertu de ces instruments internationaux. Les traités engageant le Canada en tant qu'État partie comprennent le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, et la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Toutefois, ces traités ne sont pas directement exécutoires en vertu du droit canadien [traduction]. »

— Mémoire soumis par le Canada au Tribunal canadien des droits de la personne (21 mai 2010)

La position du Canada selon laquelle la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CIDE) n'est pas directement exécutoire en vertu du droit canadien soulève la question à savoir pourquoi le Canada refuserait que la CIDE lui dicte ses devoirs à l'endroit des enfants. La CIDE et l'Observation générale 11 stipulent clairement que les États parties ont le devoir de veiller à la non-discrimination des enfants, notamment dans le cadre des lois, des politiques et des pratiques gouvernementales. La non-discrimination est un principe fondamental enchâssé dans toutes les sections de la CIDE et pourtant, comme on

le constate dans ce rapport, le Canada pose des gestes précis pour s'assurer de pouvoir continuer à traiter de façon inéquitable les enfants des Premières nations. Par ailleurs, le Canada a adhéré à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones le 12 novembre 2010 et un mois après, il a déposé le mémoire mentionné précédemment devant le Tribunal canadien des droits de la personne dans la cause des Services à l'enfance et à la famille pour préciser son interprétation de la déclaration :

« La Déclaration n'est pas un instrument juridiquement contraignant. Elle a été adoptée par une résolution non contraignante juridiquement de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cela étant, elle n'impose pas d'obligations juridiques internationales ou nationales au Canada. Comme le Canada l'a indiqué dans sa déclaration publique d'appui à la résolution, la Déclaration ne modifie pas les lois canadiennes. Elle constitue l'expression d'un engagement politique et non pas d'un engagement légal [traduction]. »

Manifestement, l'acceptation par le Canada de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones est limitée par son interprétation juridique et politique du document qui ne respecte pas l'esprit et l'intention de la Déclaration.

Le Canada est un des pays les plus riches du monde et il a tous les moyens d'appliquer dans sa totalité la Déclaration internationale relative aux droits de l'enfant, et à ce titre, il devrait être tenu par le Comité sur les droits de l'enfant des Nations unies de se plier aux normes les plus serrées. Dans la conclusion du 2^e examen périodique du Canada, le Comité a demandé à maintes reprises au Canada de rétrécir l'écart entre les chances d'épanouissement des enfants autochtones et non autochtones. Pourtant, peu de progrès à cet égard ont été réalisés.

Il est temps que la communauté internationale se joigne aux enfants, aux familles et aux leaders des Premières nations, ainsi qu'à nos nombreux alliés non autochtones (surtout des enfants) ici au Canada, pour exiger du gouvernement du Canada qu'il assure immédiatement des services totalement équitables et fondés sur la culture aux enfants autochtones vivant sur les réserves. Conformément aux obligations du Canada en vertu

de la CIDE et de l'Observation générale 11 du Comité sur les droits de l'enfant des Nations Unies, huit recommandations ont été respectueusement soumises au Comité dans le cadre de l'examen périodique du Canada.

Même si le rapport parallèle met en relief huit recommandations, la recommandation numéro cinq porte spécialement sur l'éducation et stipule ce qui suit :

« Conformément aux dispositions de la CIDE et notamment des articles 2, 28, 29, 30, tels qu'interprétés dans l'Observation générale 11 du Comité sur les droits de l'enfant des Nations Unies, en partenariat complet avec les organisations autochtones et les experts, prendre des mesures immédiates et efficaces afin d'allouer et de structurer des ressources matérielles, financières et humaines suffisantes pour assurer aux enfants autochtones la pleine jouissance de leurs droits à l'éducation, leur culture et leur langue [traduction]. »

[On peut trouver le contenu complet du rapport parallèle de la Société d'aide à l'enfance et à la famille des Premières nations du Canada à l'adresse suivante : www.fncaringsociety.com]

Le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes de l'Ontario

En 1966, la Direction des affaires indiennes du Canada a financé et produit « l'Étude sur les Indiens contemporains du Canada – un rapport sur les besoins et les mesures d'ordre économique, politique et éducatif. » Dans ce rapport, on adressait une demande au gouvernement du Canada d'investir dans des ressources pour l'éducation sur les réserves essentielles au développement social et économique des peuples autochtones. On peut y lire que « l'aide, si elle est inadéquate, peut être pire qu'aucune aide parce que cela risque à coup sûr de détruire tout espoir et de miner le courage des gens. Il est évident qu'il faut offrir aux enfants autochtones des services équitables et un niveau d'éducation aussi élevé qu'à n'importe quel autre enfant, sans quoi ils sont privés de choix » [traduction]. Ce rapport date de 45 ans et au lieu de la norme élevée d'éducation réclamée, dans bien des cas, les enfants des Premières nations ont été privés de choix.

La situation de l'éducation des jeunes autochtones et l'état d'un bon nombre de leurs écoles sont critiques au Canada. La question de l'éducation des Premières nations au cours des dernières années a été la source d'un mouvement de revendication animé par des enfants et des jeunes parmi les plus importants au Canada. Une des voix les plus éloquents pour dénoncer la situation de l'éducation des populations autochtones et des écoles sur les réserves a été sans doute celle de Shannen Koostachin, une jeune Crie de 15 ans de la Première Nation Attawapiskat en Ontario. Shannen et sa sœur ont pris la tête d'un mouvement réclamant la construction d'une école permanente dans leur communauté. Shannen a vécu le temps qu'on promette de bâtir une école dans sa communauté, mais malheureusement elle est décédée avant le début de la construction de l'école; et l'école n'est toujours pas construite. Son commentaire est une invitation à saisir l'impact de ne pas avoir d'école sur les espoirs et les rêves des enfants et des jeunes.

« J'aimerais vous parler de ce que c'est que d'être un enfant qui grandit sans jamais avoir fréquenté une vraie école. Je veux vous parler des enfants qui perdent espoir et qui commencent à décrocher en 4^e ou 5^e année. Mais je veux aussi vous exprimer la détermination qu'il y a dans notre communauté de bâtir un monde meilleur. L'école devrait être un moment pour espérer et rêver d'avenir. Tous les enfants méritent cela. »

—Shannen Koostachin

Dans un article du National Geographic intitulé « *Still Waiting in Attawapiskat* » (on attend toujours à Attawapiskat), l'auteur se demande si le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) abandonne à son sort une autre génération d'enfants et de jeunes des Premières nations. La question revoie à l'échec répété de trois différents ministres des AINC de s'attaquer à la situation pénible que vit cette communauté. Le compte-rendu que fait Shannen de sa discussion avec le plus récent ministre des AINC, Chuck Strahl, à propos du financement d'une école permanente dans sa communauté est à la fois triste et inspirant dans sa volonté de répondre à la question.

« Quand nous l'avons rencontré, Chuck Strahl m'a dit qu'il n'avait pas l'argent requis pour bâtir une école. (Shannen a

raconté plus tard à une salle remplie de jeunes du secondaire) J'ai regardé la salle luxueuse où il était assis avec tout son personnel et je lui ai dit que j'aimerais bien avoir une classe aussi belle que ses bureaux. Il m'a dit qu'il ne pouvait pas assister plus longtemps à notre rencontre parce qu'il avait d'autres choses à faire. Nous étions vraiment vexés. Les aînés qui nous accompagnaient avaient les larmes aux yeux. Comme il s'apprêtait à partir, je l'ai fixé dans les yeux et je lui ai dit que non, nous n'allions pas abandonner. Nous n'allons pas laisser tomber. »

— *National Geographic*, édition canadienne 2010

Nous croyons que les jeunes peuvent changer le monde qui les entoure. Des jeunes de la trempe de Shannen ont démontré leur efficacité en tant que leaders. C'est grâce aux efforts de Shannen que l'importance des écoles et de l'éducation dans les communautés autochtones a frappé la marque. Pour le Bureau de l'intervenant, cela ne fait que confirmer l'importance de renforcer la voix des jeunes et leur permettre de revendiquer en leur propre nom et de soulever des questions importantes pour eux.

Beaucoup de communautés dans les réserves essaient tant bien que mal de fournir une éducation de base à leurs jeunes dans des bâtisses sans chauffage, sans classes convenables et sans personnel enseignant stable et, comme souligné dans le cas de la communauté Attawapiskat, sans véritable école. Ce qui nous préoccupe profondément au Bureau de l'intervenant, c'est le nombre de jeunes qui, chaque automne, doivent faire leur valise et quitter leur famille pour se rendre dans des centres urbains comme Kenora, Sioux Lookout, New Liskard et Thunder Bay pour fréquenter l'école secondaire. Ces enfants vivent dans des familles d'accueil et manquent souvent du soutien et des conseils dont ils ont besoin pour s'adapter. La surcharge culturelle et les différentes attentes du point de vue scolaire auxquelles ils font face ont des répercussions considérables sur la capacité de ces jeunes à s'adapter. Faute de l'appui de leur famille et de leur communauté, ces jeunes font souvent face à la dépression, aux comportements dangereux et au suicide.

Dans nos échanges avec de jeunes autochtones, beaucoup ont exprimé leur inquiétude d'avoir à

quitter leur communauté pour fréquenter l'école secondaire et le manque de perspectives d'emploi dans ces nouveaux milieux de vie. Ils s'inquiètent aussi des conditions des écoles dans les réserves et du peu de perspectives d'emploi résultant de leurs efforts scolaires. Enfin, le manque d'accès à l'année à leurs écoles leur donne peu de possibilités récréatives durant l'été et les périodes de vacance. Par conséquent, ils sont nombreux à adopter des comportements à risque et à avoir des démêlées avec la justice.

« Les écoles ne fonctionnent pas comme les écoles chez nous. C'est complètement différent ici. Ils y sont tous habitués et ils s'attendent à ce qu'on s'intègre comme eux. »

— Jeune autochtone

« Il n'y a pas vraiment de raison d'y aller de toute façon. Il n'y a pas d'emplois pour nous et on se fout qu'on y soit ou pas. Ils veulent simplement qu'on se présente. Personne ne fait attention à nous et ils savent qu'il n'y a pas de travail pour nous ici. Ils font leur travail, c'est tout ».

— Jeune autochtone

« C'est dur l'hiver parce qu'il fait tellement froid tout le temps. Ils ferment l'école souvent quand ça devient trop froid. Le vent souffle sous les portes et on a toujours froid. On finit par rester chez nous puisque de toute manière on va geler. »

— Jeune autochtone

Conclusion

Les voix de ces jeunes autochtones sont puissantes et poignantes et elles expriment le désespoir que beaucoup ressentent à propos de leur chance de vivre une vie productive et de contribuer positivement à leur communauté. Elles expriment aussi leur profonde frustration face à la lenteur des changements et à la sourde oreille du gouvernement, des décisionnaires et des adultes significatifs dans leur vie. C'est en toute transparence qu'ils partagent avec vous la vérité de leur vie et vous demandent votre soutien et votre aide.

En tant qu'intervenants auprès des enfants, nous savons que lorsque nous aidons les jeunes à exprimer leur vécu, nous avons une meilleure compréhension des problèmes qu'ils vivent, du contexte social qui donne naissance à leurs préoccupations et des solutions les plus susceptibles de modifier leur situation.

La situation des écoles et de l'éducation dans les communautés autochtones sur les réserves requiert notre attention et notre intervention immédiates. Le Bureau de l'intervenant provincial en faveur des enfants et des jeunes se porte à la défense des jeunes autochtones. Nous appuyons cette campagne pour la justice et l'équité. Nous croyons que si on leur fournit les ressources appropriées, les liens nécessaires avec leur communauté et leur culture et l'occasion d'exprimer leurs préoccupations, les jeunes des Premières nations pourront provoquer les changements requis et réaliser le rêve d'équité et d'éducation pour tous les enfants du Canada que portait Shannen.

[1] Albanese, Patrizia, (2010). *Issues in Canada – Child poverty in Canada*, p. 23. Selon les données du Recensement de 2006, quelque 1 172 790 personnes se sont identifiées comme étant autochtones, ce qui représente 3,8 % de toute la population canadienne, une hausse comparativement à 3,3 % en 2001 et 2,8 % en 1996 (Statistique Canada, 2009).

[2] Cairns, H., Jamieson, S et K. Lysyk (1966). *Étude sur les Indiens contemporains du Canada; besoins et mesures d'ordre économique, politique et éducatif en deux volumes*, p. 11 et 13. Affaires indiennes et Nord canadien, Canada.



Section IV

Conclusions et recommandations de jeunes des Premières nations



Recommandations

En tant qu'enfants et que jeunes des Premières nations, nous croyons au caractère sacré de nos cultures, de nos langues et de nos habitudes de vie et nous voulons préserver ces choses pour les générations futures d'enfants. Nous voulons également vivre comme des membres à part entière et productifs de la société canadienne et du monde. Nous avons été élevés dans les valeurs d'humilité, d'honnêteté, d'amour, de respect, de sagesse et de bravoure. On nous a enseigné que ces valeurs doivent se manifester dans notre comportement et nous nous attendons à ce que les dirigeants du gouvernement du Canada fassent de même. Nos voix sont fortes et unies dans notre message au Comité sur les droits de l'enfant des Nations-Unies. Inspirés par notre amie Shannen Koostachin, nous demandons respectueusement au comité d'entendre nos voix et de nous appuyer dans nos démarches pour que le gouvernement du Canada (MAINC) respecte nos droits et ses obligations envers les enfants, les jeunes et les communautés des Premières nations. Nous grandissons actuellement et nous ne pouvons pas attendre que le gouvernement canadien se décide à poser les bons gestes. Nous avons des rêves et nous voulons les réaliser. Voici une liste de recommandations formulées à partir de nos lettres et qui précisent comment vous pouvez nous aider et nous appuyer :

- 1 S'il vous plaît, entreprenez un examen en vertu de l'Article 45 de la CIDE et venez nous rencontrer ainsi que des milliers d'autres enfants autochtones comme nous désireux de vous faire part de l'impact dans nos vies du financement inéquitable de l'éducation sur les réserves. Venez rencontrer nos enseignants et visiter nos écoles et nos communautés, et ensuite allez parler au gouvernement du Canada pour qu'il vous explique pourquoi nous devons vivre dans des conditions si horribles.
- 2 Faites en sorte que le gouvernement du Canada (MAINC) assure aux enfants et aux jeunes des Premières nations un curriculum fondé sur leur culture et du financement équitable pour l'éducation dans les réserves.
- 3 Nous sommes trop nombreux à devoir quitter la maison à un jeune âge pour fréquenter l'école soit parce qu'il n'y a pas d'école dans notre communauté soit parce que l'insuffisance du financement gouvernemental sur les réserves empêche les écoles dans nos communautés de nous fournir d'éducation dont on a besoin. S'il vous plaît, exigez que le Canada bâtisse des écoles dans nos communautés pour qu'on ne soit pas obligé de quitter nos familles.
- 4 S'il vous plaît, dites au gouvernement du Canada de nous fournir du soutien quand nous quittons la maison parce que nous sommes jeunes et que nous avons besoin de quelqu'un pour s'occuper de nous et nous protéger. Les familles qui nous accueillent ont besoin d'argent pour prendre soin de nous convenablement. Nous avons aussi besoin de services culturels et de financement pour nous permettre de rentrer chez nous une fois de temps en temps pour voir nos familles quand nous nous ennuyons ou que nous avons besoin de conseils, d'encouragement et d'encadrement pour rester sur la bonne voie.
- 5 Exigez du Canada qu'il respecte son engagement en vertu de la CIDE d'assurer aux enfants autochtones du matériel pédagogique fondé sur leur culture et de leur fournir des livres, des ordinateurs et d'autres outils nécessaires pour qu'ils aillent à l'école, y participent et réussissent leurs études.
- 6 S'il vous plaît, dites au gouvernement canadien à quel point il est important de financer suffisamment les services d'aide à l'enfance autochtones pour ceux d'entre nous qui vont à l'école, mais vivent dans des familles d'accueil.

7

Veillez à ce que le Canada mette en œuvre le « principe de Jordan » pour tous les services gouvernementaux fournis aux enfants et aux jeunes des Premières nations. Cette mesure nous éviterait des niveaux inéquitables de services, des temps d'attente excessive et le refus de soins médicaux urgents ou d'autres soins simplement parce que les gouvernements fédéral et provinciaux n'arrivent pas à s'entendre sur lequel des deux devrait défrayer le service.

8

Expliquez au gouvernement du Canada l'importance de financer des activités récréatives et sportives et d'autres activités parascolaires dans nos communautés et l'impact positif que peuvent avoir ces activités sur l'enseignement de connaissances pratiques et sur la réduction de la criminalité, de la violence entre pairs et de la consommation de drogues et d'autres substances.

9

Demandez au gouvernement du Canada de respecter ses obligations en vertu des traités à l'égard des enfants des Premières nations pour que nous puissions vivre sur nos terres ancestrales, célébrer nos cultures et nos langues, avoir accès à des logements décents, de l'eau potable et des aliments nutritifs, avoir des systèmes sanitaires et avoir accès à des services médicaux, des soins dentaires et des services de santé mentale.

10

Exigez du gouvernement du Canada qu'il accorde du financement pour la formation des enseignants qui viennent du Sud afin qu'ils aient la préparation requise pour enseigner dans des communautés autochtones du Nord et qu'ils comprennent mieux notre histoire et nos traditions culturelles lorsqu'ils viennent travailler chez nous.

11

Insistez pour que le gouvernement du Canada alloue des ressources afin de créer plus de possibilités d'emploi et d'améliorer l'accès des jeunes autochtones à l'éducation postsecondaire.

12

Assurez-vous que le gouvernement du Canada fasse connaître aux enfants et aux jeunes non autochtones les peuples autochtones et leur enseigne aussi leur histoire et leur apport à la société afin que nous grandissions en nous respectant et en nous honorant les uns et les autres.

Remerciements

Merci à Shannen Koostachin, à Andrew Koostachin, à Jenny Nakogee et sa famille, à la campagne Rêve de Shannen, à la Première nation Attawapiskat, à l'école élémentaire J. R. Nakogee, au grand chef Stan Louttit, à Charlie Angus, député, à Terry Downey, au chef national Shawn Atleo, à la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières nations du Canada, à Leah Gryfe de Leah Gryfe Designs, à Liam Sharp de Liam Sharp Photography, à Kate Muscat et à tous les éducateurs et élèves d'un peu partout au Canada.

Un merci bien sincère aux enfants et aux jeunes qui ont écrit des lettres et fait circuler le message du Rêve de Shannen, notamment à ceux de l'école Kitigan Zibi de Maniwaki au Québec, de l'école Kiwetin de Notre-Dame-du-Nord au Québec, de l'école Kitashkinaw de la nation des Cris Enoch en Alberta, de l'école Sauteaux Heritage de la Première nation Sauteaux en Saskatchewan, et de l'école publique Gledhill de Toronto en Ontario. Un merci tout spécial aux membres de l'équipe du Rêve pour l'inspiration et les conseils qu'ils nous ont prodigués pour la rédaction de ce rapport et qui continuent de nous aider et de lutter pour le Rêve de Shannen.

Graphisme : Una Lee



L'école
devrait être
un moment
pour rêver et
chaque enfant
le mérite

— Shannen Koostachin